
Stratégie 2025-2031 pour le climat, l'environnement et la biodiversité

Cote du document: EB 2025/145/R.14

Point de l'ordre du jour: 5 a)

Date: 18 août 2025

Distribution: Publique

Original: Anglais

POUR: EXAMEN

Documents de référence: Stratégie et plan d'action du FIDA dans le domaine de l'environnement et des changements climatiques 2019-2025 ([EB 2018/125/R.12](#)), [Stratégie 2022-2025 du FIDA sur la biodiversité](#).

Mesures à prendre: Le Conseil d'administration est invité à examiner la Stratégie 2025-2031 pour le climat, l'environnement et la biodiversité.

Questions techniques:

Pieterl Boogaard

Directrice générale
Bureau de l'exécution technique
courriel: p.boogaard@ifad.org

Juan Carlos Mendoza

Directeur
Division environnement, climat, genre et inclusion sociale
courriel: juancarlos.mendoza@ifad.org

Jahan-Zeb Chowdhury

Spécialiste technique en chef
Division environnement, climat, genre et
inclusion sociale
courriel: j.chowdhury@ifad.org

Table des matières

Résumé	ii
I. Introduction	1
A. Contexte	1
B. Évolution du contexte politique mondial	3
II. Principes directeurs et théorie du changement	4
A. Principes fondamentaux sous-tendant la stratégie	4
B. Théorie du changement	5
III. Stratégie 2025-2031 pour le climat, l'environnement et la biodiversité	5
A. Résultats des stratégies précédentes	5
B. Enseignements à retenir	6
C. Objectif stratégique	7
D. Objectifs de la stratégie et domaines d'action	7
IV. Considérations opérationnelles	16
 Annexes	
I. Processus de consultation	19
II. Théorie du changement	20
III. Enseignements à retenir	22
IV. Principales constatations de l'analyse comparative et de l'examen des meilleures pratiques	24
V. Évaluation des risques et mesures d'atténuation	26
VI. Évaluation des approches intégrées par rapport aux approches indépendantes en matière de résilience climatique, d'appauvrissement de la biodiversité et de dégradation de l'environnement	27
VII. Proposition d'un indicateur d'impact écologique de haut niveau	30
VIII. Pertinence pour les activités du FIDA de la résilience face aux changements climatiques, à la dégradation de l'environnement et à l'appauvrissement de la biodiversité	33
IX. Plan d'action pour 2025-2027	36

Résumé

1. Le FIDA a pour mandat de transformer les économies rurales en éliminant la pauvreté et l'insécurité alimentaire. La Stratégie 2025-2031 pour le climat, l'environnement et la biodiversité définit dans les grandes lignes la riposte du FIDA à l'enchevêtrement de menaces touchant au climat, à l'environnement et à la biodiversité qui pèsent sur les petits producteurs et qui remettent en cause les moyens d'existence et la sécurité alimentaire en milieu rural.
2. Les changements climatiques affectent l'agriculture de par les phénomènes météorologiques extrêmes qu'ils provoquent, tels que les sécheresses, les inondations et les vagues de chaleur, ainsi que l'irrégularité des précipitations, mais aussi par des transformations progressives, moins rapides, telles que le décalage des saisons, la hausse des températures et la baisse de la pluviométrie. Ces pressions, conjuguées à la dégradation de l'environnement et à l'appauvrissement de la biodiversité, font baisser les rendements et affaiblissent la résilience des systèmes d'exploitation agricole.
3. L'agriculture est à la fois l'un des facteurs et l'une des victimes de ces difficultés. Elle est à l'origine de 29% environ des émissions de gaz à effet de serre à l'échelle mondiale, participe à la déforestation et à l'appauvrissement de la biodiversité, et épuise les ressources naturelles lorsqu'elle est pratiquée de manière intensive. La détérioration du climat et les atteintes à l'environnement (érosion des sols, raréfaction de l'eau et pollution, notamment), quant à elles, menacent la production alimentaire à long terme et aggravent les effets des sécheresses, des organismes nuisibles et des maladies.
4. Ces pressions engendrent un cercle vicieux qui intensifie le stress environnemental et agricole. Les communautés rurales voient ainsi leur vulnérabilité et leur pauvreté s'accroître. Ces problèmes interdépendants exigent des solutions intégrées qui traitent ensemble, et non isolément, les questions relatives au climat, à l'environnement et à la biodiversité.
5. La présente stratégie adopte une approche fondée sur les interactions entre les différents enjeux, qui reconnaît les liens profonds entre les défis relatifs au climat, à l'environnement et à la biodiversité. En promouvant des solutions intégrées qui associent adaptation, atténuation, viabilité écologique, et utilisation durable et conservation de la biodiversité dans les systèmes agricoles, elle permet de tirer parti des synergies et des retombées positives. L'approche intégrée permet d'accroître la résilience et de réduire la pauvreté rurale de manière plus efficace, conformément au mandat du FIDA.
6. Les défis et les solutions ont été recensés, mais il reste un important déficit de financement à combler pour répondre aux besoins des pays. Il faut pour ce faire des politiques porteuses, des mécanismes de financement innovants, des investissements coordonnés et un renforcement des capacités pour impulser un changement transformationnel. La stratégie assure un soutien ciblé qui permet de veiller à ce que les petits producteurs disposent des ressources et des capacités nécessaires pour s'adapter efficacement aux défis liés au climat, à l'environnement et à la biodiversité dans le cadre de projets climato-résilients et à faibles émissions.
7. La présente stratégie propose une approche unifiée pour surmonter les obstacles à la résilience climatique, à la viabilité écologique et à l'utilisation durable et à la conservation de la biodiversité, et réaffirme l'engagement du FIDA en faveur d'une transformation rurale durable et inclusive. Son élaboration a donné lieu à des consultations internes et externes approfondies, et un examen des programmes d'options stratégiques pour les pays, du portefeuille passé et présent du Fonds et des enseignements répertoriés a permis d'affiner les principes essentiels et les domaines d'action. Conformément à cette approche conduite par les pays, la stratégie sera mise en œuvre par l'intégration de domaines d'action adaptés au

contexte dans la conception des projets, en veillant à ce que les opérations du FIDA soient cohérentes à la fois avec les objectifs de la stratégie et avec les engagements nationaux. La stratégie et ses principaux domaines d'action serviront de points d'entrée à partir desquels les pays pourront choisir et adapter leurs interventions lors de la conception de projets d'investissement.

8. À cette fin, trois objectifs stratégiques ont été définis:
 - **Objectif 1:** encourager l'adoption et la montée en puissance de pratiques climato-résilientes et écologiquement viables ainsi que l'utilisation durable et la conservation de la biodiversité;
 - **Objectif 2:** favoriser l'accroissement des investissements propices à la résilience climatique, à la viabilité écologique, et à l'utilisation durable et à la conservation de la biodiversité;
 - **Objectif 3:** consolider la contribution à l'élaboration des politiques, la gestion des connaissances, le renforcement des capacités et l'innovation pour favoriser la résilience en milieu rural.
9. Les mesures contrôlables et indicateurs pertinents du Cadre de gestion des résultats pour FIDA13¹, ainsi que ceux des reconstitutions de ressources à venir, guideront la mise en œuvre de la présente stratégie et permettront de poursuivre son ambition de renforcer la capacité d'adaptation, de promouvoir l'innovation et d'avoir un impact mesurable dans les domaines thématiques du climat, de l'environnement et de la biodiversité, et de contribuer au bout du compte à la réduction de la pauvreté rurale et à l'amélioration de la sécurité alimentaire.
10. Pour favoriser une mise en œuvre efficace, le FIDA déploiera un plan complet d'engagement des capacités, comprenant de nouvelles orientations sur les approches intégrées, une formation sur le financement de l'adaptation, des bilans réguliers par l'intermédiaire des communautés de pratique et un service d'assistance interne pour l'appui technique. Les retours d'expérience seront systématiquement documentés et partagés afin de renforcer l'apprentissage institutionnel et d'assurer la qualité et la cohérence de l'ensemble du portefeuille.

¹ Voir notamment ceux correspondant à l'engagement « 1.3 Investir dans la résilience climatique et la biodiversité ».

Stratégie 2025-2031 pour le climat, l'environnement et la biodiversité

I. Introduction

A. Contexte

1. **Le FIDA a pour mission de transformer les économies rurales en éliminant la pauvreté et l'insécurité alimentaire.** Une part essentielle de cette mission consiste à renforcer la résilience économique à long terme des communautés rurales afin qu'elles puissent répondre à la demande croissante de produits alimentaires durables et diversifiés en s'appuyant sur l'agrobiodiversité et sur des écosystèmes sains. Les populations rurales sont toutefois extrêmement vulnérables à la fois aux effets immédiats des changements climatiques (tels que les inondations, les sécheresses, les phénomènes météorologiques extrêmes et les variations soudaines de température) et à leurs conséquences à long terme, notamment la modification des régimes des précipitations et des températures, le bouleversement des saisons, la dégradation des terres, la déforestation et l'appauvrissement de la biodiversité. Dans ce contexte, les petits agriculteurs jouent un rôle essentiel de gardiens des terres et de l'agrobiodiversité, et il est indispensable pour la préservation des ressources naturelles qui sous-tendent des systèmes d'exploitation agricole résilients et adaptatifs qu'ils adoptent des pratiques durables.
2. **La situation de l'agriculture est double, car elle contribue aux changements climatiques, à la dégradation de l'environnement et à l'appauvrissement de la biodiversité et en subit les effets, ce qui souligne l'urgence de cette stratégie intégrée.** Les activités agricoles représentent environ 29% des émissions mondiales de gaz à effet de serre, contribuent de manière significative à la déforestation et à la perte d'habitats, et sont l'un des principaux facteurs du déclin de la biodiversité du fait des changements d'affectation des terres et des pratiques agricoles intensives^{2,3}. Parallèlement, les pratiques non durables accélèrent la dégradation des sols, la pollution de l'eau et la perturbation des écosystèmes, ce qui crée une boucle de rétroaction qui fragilise les systèmes de production alimentaire. Ces défis interdépendants exigent des solutions coordonnées, les questions relatives au climat, à l'environnement et à la biodiversité ne pouvant être séparées de la transformation agricole.
3. **Les incidences économiques de la dégradation de l'environnement sont profondes et menacent la stabilité des systèmes ruraux.** La Banque mondiale estime que l'effondrement des services écosystémiques – tels que les ressources halieutiques marines et les forêts naturelles – pourrait réduire le produit intérieur brut (PIB) mondial de 2 700 milliards d'USD par an d'ici à 2030⁴. Le rapport Dasgupta souligne en outre que les ponctions humaines dépassent la capacité de la nature, et qu'elles exercent une forte pression sur la biodiversité et augmentent les risques d'effondrement des écosystèmes, d'instabilité économique et de troubles sociaux⁵. À elle seule, la dégradation des terres coûte à l'économie mondiale plus

² FAO. 2024. *Greenhouse gas emissions from agrifood systems – Global, regional and country trends, 2000–2022*. Résumé analytique FAOSTAT n° 94. Rome.

³ Cabernard, Livia, Stephan Pfister et Stefanie Hellweg. 2024. Biodiversity impacts of recent land-use change driven by increases in agri-food imports. *Nature Sustainability*, vol. 5, p. 444-451. <https://doi.org/10.1038/s41893-024-01433-4>.

⁴ Banque mondiale. 2021. [Protéger la nature éviterait une perte de 2 700 milliards de dollars par an à l'économie mondiale](#).

⁵ Dasgupta, Partha. 2021. [The Economics of Biodiversity: The Dasgupta Review](#). Londres: HM Treasury.

de 6 300 milliards d'USD par an, soit environ 8,3% du PIB mondial⁶, tandis que l'appauvrissement de la biodiversité a des répercussions notables sur la production économique mondiale, plus de la moitié de celle-ci (représentant 44 000 milliards d'USD) étant dépendante de la nature⁷.

4. **À l'inverse, favoriser les investissements dans la restauration des écosystèmes génère des retombées économiques substantielles.** L'utilisation durable et la conservation de l'agrobiodiversité, y compris les variétés de cultures, les races d'animaux d'élevage et les espèces bénéfiques non commerciales connexes, accroît la productivité grâce au renforcement des services de pollinisation, de la santé des sols, de la lutte naturelle contre les ravageurs et de la résilience génétique face aux chocs du climat et des marchés. Chaque USD investi dans la restauration des écosystèmes peut générer des retombées économiques allant de 7 USD à 30 USD grâce à l'amélioration des services écosystémiques, aux processus de production durables et à la réduction des risques de catastrophe⁸. Les pratiques de gestion durable des terres et les approches agroécologiques peuvent atténuer les risques en restaurant la santé des sols, en accroissant l'agrobiodiversité et en renforçant les services écosystémiques qui contribuent directement à la productivité agricole et à la sécurité alimentaire.
5. **La Stratégie 2025-2031 sur le climat, l'environnement et la biodiversité s'appuie sur l'expérience du FIDA, dont elle renforce les approches techniques et opérationnelles face aux menaces à long terme.** Elle promeut des solutions holistiques qui aident les communautés et les économies rurales à s'adapter et à prospérer. Étayée par une approche fondée sur l'interaction entre les différents enjeux, elle envisage les liens réciproques entre les défis relatifs au climat, à l'environnement et à la biodiversité comme autant de leviers essentiels pour réduire la pauvreté rurale et améliorer la sécurité alimentaire.
6. **Les petits exploitants agricoles et les acteurs des filières rurales sont au cœur de la solution, et l'approche du FIDA se concentre spécifiquement sur l'utilisation durable et la conservation des ressources naturelles et de la biodiversité dans les systèmes agricoles au service du développement rural.** En exploitant les synergies et en tirant parti des retombées positives dans ces domaines, la stratégie vise à accroître la résilience des communautés rurales face aux changements climatiques et à promouvoir le développement à long terme en agissant sur la viabilité écologique et en favorisant l'utilisation durable et la conservation de la biodiversité, et en particulier de l'agrobiodiversité.
7. **Une transformation systémique nécessite une action coordonnée à plusieurs niveaux.** Les recherches mettent l'accent sur la nécessité d'une harmonisation et d'une meilleure coordination des politiques et de la planification pour opérer une transformation systémique⁹. Le FIDA promeut des approches au niveau de l'ensemble de l'administration, qui intensifient la coordination entre les ministères de l'agriculture, des finances et de l'environnement en vue d'améliorer la cohérence des politiques et de renforcer la capacité d'adaptation des systèmes de production à petite échelle. Cependant, la lenteur du déploiement des financements et le caractère restreint des capacités institutionnelles restent des freins majeurs à la transformation rurale. Le FIDA estime que les petits exploitants ont besoin chaque année de 75 milliards d'USD au titre du financement climatique pour acquérir la résilience voulue et améliorer leurs moyens d'existence sur le long

⁶ Sutton, Paul C., *et al.* 2016. The ecological economics of land degradation: Impacts on ecosystem service values. *Ecological Economics*, vol. 129, p. 182-192.

⁷ Forum économique mondial. 2020. [Nature risk rising: Why the crisis engulfing nature matters for business and the economy](#).

⁸ Voir la note de bas de page 3.

⁹ Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (2023). [Climate Change 2023: Synthesis Report](#).

terme¹⁰. Les lacunes dans les politiques, les obstacles à l'accès au marché et les coûts de transaction élevés limitent l'accès à ces ressources essentielles, et nécessitent des mesures urgentes pour accroître les investissements, améliorer l'accessibilité financière et renforcer la résilience rurale.

8. **La présente stratégie, qui s'inscrit dans la Politique du FIDA relative au ciblage de la pauvreté 2023¹¹, donne la priorité aux groupes ruraux vulnérables, notamment aux petits agriculteurs et à ceux qui pratiquent une agriculture de subsistance, aux peuples autochtones, aux femmes et aux jeunes.** L'accent y est mis sur les rapports d'ancestralité et d'enracinement local qu'entretiennent les communautés rurales avec les terres qu'elles cultivent, sachant que les savoirs et savoir-faire traditionnels, essentiels à l'utilisation durable et à la conservation des ressources naturelles et de la biodiversité, sont en même temps utiles pour les moyens d'existence, la sécurité alimentaire et la nutrition de par les pratiques plus climato-résilientes qu'ils mettent en jeu. Du fait de l'approche axée sur la personne humaine, les interventions sont modulées en fonction des divers besoins des communautés, ce qui encourage une participation active à la transformation rurale durable et va dans le sens de l'engagement du FIDA en faveur d'un développement rural inclusif. La stratégie met l'accent sur l'égalité des genres et l'autonomisation économique des femmes, et vise à améliorer l'accès de ces dernières aux ressources financières et les revenus économiques qu'elles tirent de l'agriculture.
9. **La présente stratégie a été élaborée à partir des retours des États membres du FIDA, d'évaluations, de consultations publiques et d'analyses comparatives des banques multilatérales de développement** (voir annexes I et IV). Elle s'appuie sur les succès obtenus par le FIDA dans l'intégration de solutions locales à des efforts plus généraux de transformation rurale, méthode qui garantit l'efficacité et la reproductibilité à plus grande échelle des investissements.

B. Évolution du contexte politique mondial

10. **Les pouvoirs publics intègrent de plus en plus de pratiques résilientes dans la planification nationale pour lutter contre la dégradation des terres, l'appauvrissement de la biodiversité et l'insécurité alimentaire, mais le financement public ne suffit pas à lui seul à répondre aux besoins d'investissement.** Dans un contexte de contraction des flux d'aide et de pressions budgétaires croissantes, il est nécessaire d'utiliser les ressources de manière plus efficiente et de les déployer plus stratégiquement pour obtenir un impact économique maximal. Les banques multilatérales de développement, les banques commerciales et les investisseurs privés s'alignent sur les cadres mondiaux de durabilité, ce qui souligne l'importance cruciale de mobiliser des capitaux privés pour relever ces défis interdépendants de manière efficace.
11. **Parallèlement, le contexte mondial se complexifie.** De nombreux pays en développement sont affectés par la baisse des budgets de développement, le surendettement et l'instabilité politique et économique croissante, problèmes qui viennent s'ajouter aux effets des changements climatiques et de la dégradation de l'environnement. Ces facteurs de stress rétrécissent la marge de manœuvre budgétaire, affaiblissent les capacités institutionnelles et accroissent la vulnérabilité dans les zones rurales. La convergence de ces crises entraîne une modification des priorités en matière de développement et appelle des stratégies d'investissement plus ciblées, rentables et résilientes, qui peuvent avoir un impact dans des conditions difficiles.
12. **Dans ce contexte mondial en évolution, la stratégie du FIDA est conçue pour apporter une réponse efficace en exploitant les synergies entre la**

¹⁰ FIDA. 2024. [75 milliards de dollars de déficit en financements climatiques. Un chiffre imparfait mais important pour les petits producteurs.](#)

¹¹ FIDA. 2023. [Politique du FIDA relative au ciblage de la pauvreté 2023.](#)

résilience climatique, la viabilité écologique et l'utilisation durable et la conservation de la biodiversité. Par des investissements ciblés et des partenariats renforcés, le FIDA aide les communautés rurales à relever ces défis tout en ouvrant des possibilités de transformation économique durable. La stratégie permet également de s'assurer que les opérations du Fonds sont adaptées au contexte et en phase avec sa mission, à savoir la transformation des économies rurales et l'élimination de la pauvreté et de l'insécurité alimentaire, et qu'elles aident les pays à mettre en œuvre leurs plans nationaux de développement et à respecter les engagements qu'ils ont pris en tant qu'États membres, notamment ceux liés aux objectifs de développement durable (ODD), aux trois conventions de Rio, au Cadre mondial de la biodiversité de Kunming-Montréal et à l'Accord de Paris.

II. Principes directeurs et théorie du changement

A. Principes fondamentaux sous-tendant la stratégie

13. À des fins de cohérence avec le mandat du FIDA, les domaines d'action reposent sur les principes suivants:
 - a) **Approches multi-bénéfices** – privilégier les interventions fondées sur les interactions entre les différents enjeux¹², qui améliorent les moyens d'existence ruraux en sécurisant les régimes fonciers, en favorisant la productivité et la nutrition, et en renforçant la résilience climatique et la durabilité des ressources naturelles et des économies rurales.
 - b) **Innovation axée sur les marchés** – promouvoir la mise en place de mécanismes de marché et leur utilisation là où le contexte s'y prête, tels que les marchés du carbone, les modèles de conservation fondés sur des incitations et les crédits de biodiversité. La stratégie mobilisera en outre des financements climatiques mixtes, des partenariats public-privé-producteurs et des financements axés sur les résultats pour inciter à adopter des pratiques durables et attirer davantage d'investissements dans les économies rurales.
 - c) **Action simultanée contre les grandes menaces et les principaux risques** – lutter contre la dégradation des ressources, la pollution, la perte d'habitats et les aléas naturels, y compris les chocs d'ordre physique, climatique ou économique, en vue d'accroître les approches de développement rural durable et de réduire les effets préjudiciables des risques de catastrophe, de la fragilité et des conflits.
 - d) **Contribution à la stabilité macroéconomique** – concevoir des interventions qui réduisent le plus possible les tensions inflationnistes et stabilisent les marchés en renforçant la production locale, en limitant les perturbations des chaînes d'approvisionnement et en améliorant l'accès à des ressources abordables et résilientes du point de vue climatique.
 - e) **Promotion des partenariats et de la collaboration** – favoriser des partenariats multipartites, notamment des collaborations public-privé, pour mobiliser des ressources, partager des savoir-faire et transposer à plus grande échelle les solutions à fort impact.
 - f) **Retour à l'essentiel sans renoncer à l'impact** – mettre l'accent sur des solutions pratiques et d'un bon rapport coût/efficacité, qui reposent sur une

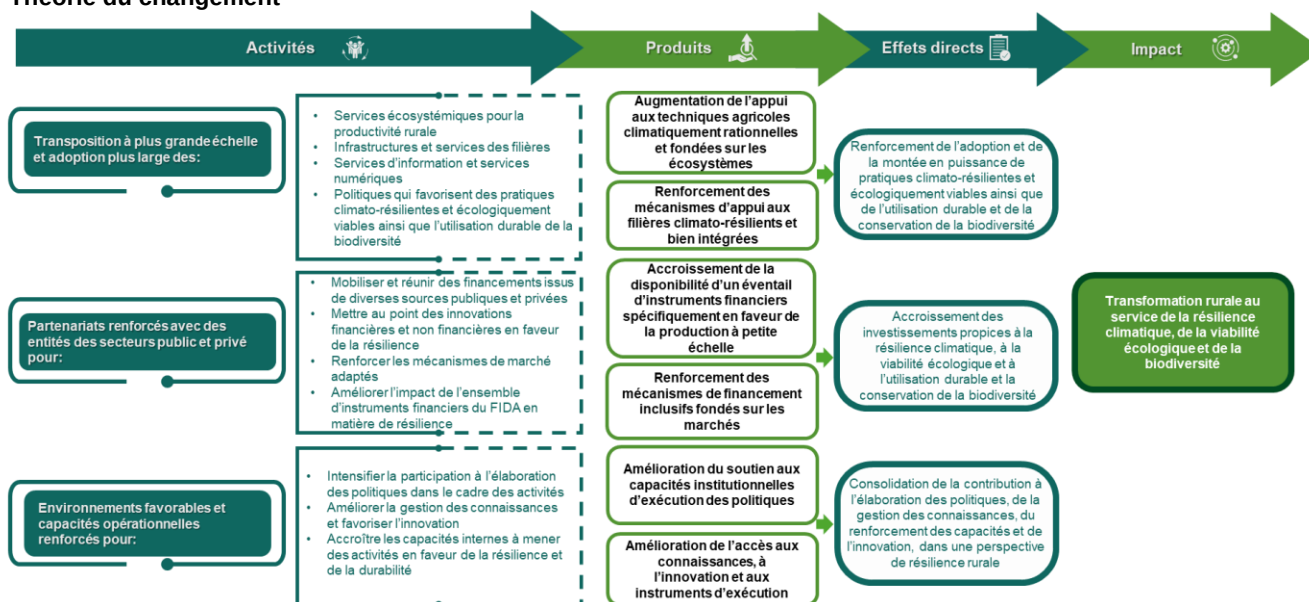
¹² L'idée de prise en compte des interactions entre les différents enjeux renvoie à des approches intégrées qui s'attaquent simultanément aux problèmes interdépendants dans différents secteurs (climat, environnement et agriculture, par exemple). Ces interventions visent à produire des retombées positives en harmonisant les actions dans le domaine du développement rural, de la sécurité alimentaire, de la fourniture d'énergie et de la gestion des ressources naturelles pour offrir des résultats en matière de durabilité et de résilience aux communautés. Cette approche intégrée est proactive, elle englobe et renforce les mesures d'anticipation et les capacités de réduction des incidences des changements climatiques, de la dégradation de l'environnement et de l'appauvrissement de la biodiversité grâce à la préparation et à la planification.

analyse économique solide, réduisent les coûts de transaction et facilitent la mise en œuvre.

B. Théorie du changement

14. La théorie du changement fait le lien entre les investissements ciblés et la résilience et la durabilité à long terme en milieu rural. Les principaux produits – accroissement de la résilience climatique, productivité axée sur les écosystèmes, renforcement des filières, augmentation des flux financiers et amélioration des politiques – résultent directement des activités du FIDA et sont les moteurs des objectifs de la stratégie. Par ses effets directs mesurables, elle propose une trajectoire claire des activités à la transformation systémique, qui favorise des économies rurales résilientes, durables et axées sur la biodiversité.

Figure 1
Théorie du changement



Hypothèses

Les petits exploitants agricoles sont vulnérables aux changements climatiques, à la dégradation de l'environnement et à la perte de biodiversité.

Le renforcement de la résilience nécessite une capacité d'adaptation et des stratégies diversifiées.

Les communautés locales peuvent jouer un rôle important dans la mise en œuvre de ces stratégies.

Un financement adéquat est primordial pour mener des activités à grande échelle.

La collaboration entre les parties prenantes rurales est essentielle.

Le secteur privé peut jouer un rôle important en appuyant les activités.

III. Stratégie 2025-2031 pour le climat, l'environnement et la biodiversité

A. Résultats des stratégies précédentes

15. **Le FIDA a fait de grand progrès concernant le renforcement des économies rurales en s'attelant aux principaux risques, tels que les sécheresses, les inondations, la dégradation des terres et la déforestation.** Au cours du dernier cycle de financement (Douzième reconstitution des ressources du FIDA [FIDA12] 2022-2024), 49% des investissements du Fonds ont appuyé des activités qui renforcent la résilience climatique et améliorent la productivité et les moyens d'existence en milieu rural. Les financements pour l'action climatique ont dépassé d'environ 300 millions d'USD les montants initialement prévus, ce qui dénote la demande croissante d'investissements ciblés qui renforcent la résilience au niveau des pays¹³. Le FIDA a augmenté les investissements dans la restauration des terres, la fertilité des sols et la production durable pour renforcer la résilience à long terme et réduire les risques de perturbation de l'approvisionnement alimentaire et de baisse de la production, l'objectif étant de favoriser la croissance économique et les moyens d'existence en milieu rural. Cependant, les petits

¹³ FIDA. 2023. [Rapport 2023 sur l'efficacité du FIDA concernant les thématiques transversales](#).

exploitants agricoles se heurtent encore à des obstacles financiers considérables qui limitent leur capacité à adopter des stratégies de réduction des risques.

16. **Pour renforcer l'impact, le FIDA a élargi les partenariats avec les pouvoirs publics, les banques de développement et le secteur privé, et ainsi intensifié le soutien financier et technique en faveur des petits exploitants agricoles.** Grâce à des initiatives telles que le Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne, le FIDA a mobilisé plus de 400 millions d'USD au profit des communautés rurales dans plus de 40 pays depuis 2012¹⁴. Par ailleurs, le Fonds a mobilisé plus de 1 milliard d'USD auprès de fonds multilatéraux tels que le Fonds vert pour le climat, le Fonds pour l'environnement mondial et le Fonds pour l'adaptation.

B. Enseignements à retenir

17. **Les principales évaluations soulignent qu'il importe d'intégrer très tôt la planification de la résilience climatique dans la conception des projets et de veiller à l'équilibre entre réduction immédiate des risques et impact à long terme.** De nombreuses évaluations menées par le Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA (IOE) mettent en évidence les avantages en matière de renforcement de la sécurité alimentaire et des moyens d'existence ruraux procurés par les investissements dans les cultures résistantes à la sécheresse, les systèmes d'alerte précoce, la remise en état des sols et la gestion durable de l'eau¹⁵. Le rapport du Réseau d'évaluation de la performance des organisations multilatérales (MOPAN) insiste sur la nécessité d'élargir les partenariats stratégiques du FIDA, notamment dans les pays en situation de fragilité ou de conflit, où les risques pour la production et la stabilité économique sont les plus élevés¹⁶.
18. **Les évaluations externes indiquent que la mobilisation du secteur privé est cruciale pour débloquer des financements, stimuler la durabilité et accroître l'impact du FIDA.** Les évaluations thématiques et les évaluations internes soulignent l'importance de la participation à l'élaboration des politiques, de la gestion des connaissances et du renforcement des capacités pour obtenir de bons résultats à long terme. Le renforcement de la collaboration avec le secteur privé, du financement mixte et de l'intégration des politiques sera essentiel pour incorporer la résilience dans les stratégies nationales. Un partage plus étendu des connaissances et des stratégies plus abouties contribueront à faire en sorte que les activités du Fonds restent efficaces, modulables et en phase avec les priorités des pays (voir l'annexe III pour un compte rendu complet des enseignements).
19. **L'un des principaux enseignements qui se dégagent des évaluations est la nécessité d'adopter une approche systémique, plus intégrée, qui fait le lien entre résilience climatique, viabilité écologique et résultats en matière de biodiversité.** Sur le plan opérationnel, il s'agit de concevoir des projets d'investissement qui tiennent compte de l'interdépendance des moyens d'existence ruraux, des écosystèmes et des risques climatiques, en partant des priorités nationales telles que les contributions déterminées au niveau national, les plans nationaux d'adaptation et les stratégies en faveur de la biodiversité. Les approches intégrées associent des diagnostics conjoints (cartographie des risques climatiques et naturels, par exemple), un ciblage en fonction du contexte et une planification multipartite coordonnée pour définir des interventions qui engendrent des retombées positives, notamment en matière d'agroécologie, de solutions fondées sur la nature et d'infrastructures résilientes. La mise en œuvre repose sur des modèles d'exécution adaptatifs et inclusifs, sous-tendus par des garanties harmonisées, un aménagement de l'espace et un financement diversifié provenant de sources tant publiques que privées. L'intégration de cette approche dès le début

¹⁴ Ibid.

¹⁵ IOE. 2024. [Rapport annuel 2024 sur l'évaluation indépendante au FIDA](#).

¹⁶ MOPAN. 2024. [Évaluation 2023 du FIDA par le MOPAN](#).

du cycle des projets renforce la résilience, la durabilité et le passage à l'échelle des investissements du FIDA tout en accroissant la contribution du Fonds aux engagements nationaux et mondiaux.

C. Objectif stratégique

20. L'objectif de cette stratégie est d'appuyer les pratiques climato-résilientes et écologiquement viables, ainsi que l'utilisation durable et la conservation de la biodiversité, pour améliorer les moyens d'existence des groupes cibles du FIDA et opérer une transformation rurale inclusive.
21. Cet objectif est conforme aux priorités des États membres qui visent à élargir les partenariats avec les institutions financières, le secteur privé et les principaux groupes (notamment les jeunes, les hommes, les femmes et les peuples autochtones), et appuie les engagements pris par les pays au titre des divers cadres mondiaux.

D. Objectifs de la stratégie et domaines d'action

22. **La présente stratégie définit l'approche institutionnelle du FIDA en matière de développement des pratiques climato-résilientes et écologiquement viables et de promotion de l'utilisation durable et de la conservation de la biodiversité dans ses activités.** Mise en œuvre de manière souple et sous l'impulsion des pays, la stratégie sera cohérente avec les priorités nationales, les capacités institutionnelles et les réalités socioéconomiques du monde rural. Lors de la conception de projets d'investissement, les pays pourront choisir parmi les domaines d'action exposés dans la stratégie, ce qui permettra d'élaborer des solutions sur mesure, modulables suivant le contexte. La stratégie orientera la réserve de projets d'investissement du FIDA et la participation à l'élaboration des politiques au niveau national, régional et mondial, et permettra de s'assurer que les activités sont pertinentes d'un point de vue local, adaptables et porteuses d'impact tout en renforçant le rôle du Fonds dans la concertation sur les politiques à l'échelle mondiale.
23. La stratégie s'articule autour de trois objectifs interdépendants. Le premier objectif définit l'**objet** – porter à plus grande échelle les pratiques qui sont axées sur la résilience climatique et écologiquement viables et qui utilisent durablement et conservent la biodiversité pour améliorer la productivité agricole et les moyens d'existence en milieu rural. Le deuxième objectif se rapporte aux **moyens** – mobiliser des investissements financiers ciblés dans le cadre de financements mixtes, de modèles de cofinancement et de partenariats avec des investisseurs privés auprès de sources internationales, régionales et nationales afin d'appuyer ces pratiques dans l'ensemble du portefeuille du FIDA. Le troisième objectif établit les **conditions propices** – intensifier la participation à l'élaboration des politiques, le renforcement des capacités, l'innovation et la gestion des connaissances pour assurer une mise en œuvre efficace et une durabilité à long terme. L'application de cette stratégie multidimensionnelle nécessite d'éliminer les cloisonnements institutionnels, d'encourager une cohérence des politiques entre les ministères compétents pour le climat, l'environnement, l'agriculture et les finances, et de concilier une souplesse au niveau national avec une intégration sectorielle efficace.
24. Le FIDA fait passer à plus grande échelle les pratiques qui sont climato-résilientes et écologiquement viables et qui utilisent durablement et conservent la biodiversité, tout en déployant des solutions financières ciblées, telles que le financement mixte, le cofinancement et les investissements dans les infrastructures rurales et les filières. Ce faisant, le Fonds permet aux petits producteurs d'améliorer leur productivité et de participer à des marchés structurés, à plus forte valeur ajoutée. Il appuie pour cela des systèmes de certification, des modèles d'agrégation, une amélioration de la logistique et des partenariats commerciaux inclusifs. Des investissements complémentaires dans des réformes des politiques, des outils numériques et le renforcement des capacités mettent en place

l'environnement propice nécessaire pour soutenir l'adoption et la montée en puissance. Ces différentes mesures coordonnées stimulent une croissance économique inclusive en milieu rural, stabilisent l'offre de produits alimentaires et les prix de ces derniers, et favorisent une prospérité partagée dans les communautés, les pays et les régions.

25. **La stratégie met en avant 10 domaines d'action, et propose un large éventail de solutions d'appui dans lequel les pays (y compris les petits États insulaires en développement, les pays à faible revenu et les pays en situation de fragilité) pourront puiser en fonction de leurs capacités, de leur niveau de revenu, de leurs engagements et de leurs priorités spécifiques.** Ces domaines sont délibérément conçus comme souples et adaptables, de sorte que les pays puissent personnaliser les interventions en fonction de leur situation dans le cadre d'un processus participatif dirigé par les ministères concernés pendant les phases de conception des programmes d'options stratégiques pour le pays (COSOP) et des projets. Dans les contextes de fragilité, les considérations liées au climat et à l'environnement seront systématiquement intégrées dans l'évaluation de la qualité des activités, ce qui assurera à la durabilité¹⁷ et à la résilience une place centrale dans la conception et l'exécution des projets. Grâce à cette approche conduite par les pays, le FIDA veillera à ce que ses opérations soient adaptées au contexte et concordent avec sa mission consistant à transformer les économies rurales en éliminant la pauvreté et l'insécurité alimentaire, tout en aidant les pays à mettre en œuvre leurs plans nationaux de développement et à respecter les engagements qu'ils ont pris en tant qu'États membres, notamment ceux liés aux objectifs de développement durable, aux trois conventions de Rio¹⁸, au Cadre mondial de la biodiversité de Kunming-Montréal et à l'Accord de Paris.

Objectif 1: encourager l'adoption et la montée en puissance de pratiques climato-résilientes et écologiquement viables ainsi que l'utilisation durable et la conservation de la biodiversité

Domaine d'action 1.1: promouvoir, dans l'ensemble des économies rurales, des activités climato-résilientes qui protègent, restaurent, utilisent de manière durable et conservent les services écosystémiques et la biodiversité

26. Pour augmenter la production durable et renforcer les moyens d'existence en milieu rural, en particulier dans les zones dépendantes de l'agriculture de subsistance, l'idée est ici de promouvoir la montée en puissance des pratiques, systèmes et services agricoles climato-résilients, écologiquement viables et ancrés dans l'utilisation durable et la conservation de la biodiversité. Ces activités s'appuient, le cas échéant, sur les taxonomies locales et les savoirs traditionnels. Bien que distinctes, les interventions en faveur du climat, de l'environnement et de la biodiversité jettent les bases d'une approche globale de la transformation des systèmes alimentaires et du renforcement de la résilience.
27. À partir de cette vision intégrée se dessinent trois axes d'intervention mettant respectivement l'accent sur les pratiques, les systèmes et les services. Au niveau des exploitations, les pratiques durables concernent la gestion des terres, de l'eau

¹⁷ Dans le cadre de la présente stratégie, le terme « durabilité » caractérise les interventions qui répondent aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre à leurs propres besoins. Cette définition est conforme à la terminologie commune de [l'Organisation des Nations Unies établie par la Commission mondiale pour l'environnement et le développement](#).

¹⁸ Les Conventions de Rio regroupent plusieurs accords internationaux liés entre eux et intéressant des questions d'environnement et de développement. Il s'agit notamment de la Convention sur la diversité biologique, de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification.

et des ressources naturelles, pour garantir des moyens de production aux générations futures. Les pratiques intéressées sont par exemple l'agroécologie, l'agroforesterie, l'agriculture régénératrice, les semences améliorées et les techniques qui renforcent la santé des sols, l'efficacité de l'utilisation de l'eau et la biodiversité, telles que les cultures diversifiées et la protection des pollinisateurs. Ces pratiques limitent la dégradation et préservent les services écosystémiques, comme le stockage du carbone, la régulation de l'eau et la fertilité des sols. Au niveau général des systèmes, les approches paysagères¹⁹ relient les interventions dans les exploitations agricoles à la gestion des bassins versants, à la conservation des écosystèmes et à l'intégration des filières. Ces approches maintiennent un équilibre entre la production alimentaire et les besoins écologiques et sociaux en coordonnant les diverses utilisations des terres et les activités des parties prenantes dans les zones rurales. Ces différentes composantes sont étayées par des services de soutien, un appui technique, un accès aux marchés et des dispositifs institutionnels qui contribuent à faire passer à plus grande échelle et à maintenir les approches qui sont climato-résilientes et écologiquement viables et qui gèrent de manière durable et conservent la biodiversité. Collectivement, ces éléments favorisent la transformation durable des économies rurales et renforcent leur résilience face aux changements climatiques.

28. Dans ce cadre, les pratiques climato-résilientes jouent un rôle central puisqu'elles renforcent la capacité des agriculteurs à anticiper les chocs climatiques (tels que les températures extrêmes, l'irrégularité des précipitations, les sécheresses et les inondations), à s'y adapter et à s'en relever. Sont ici visées l'agroécologie, l'agroforesterie, les méthodes régénératrices, la gestion des bassins versants et les semences et cultivars améliorés, qui renforcent la gestion des sols et de l'eau tout en encourageant la gestion durable et la conservation de l'agrobiodiversité. Lorsqu'elles sont appliquées à grande échelle, ces approches permettent non seulement de réduire la vulnérabilité, mais aussi de contribuer à la productivité et à la stabilité à long terme.
29. Étroitement liées à la résilience, les pratiques écologiquement viables renforcent les bases écologiques nécessaires à l'adaptation aux changements climatiques. Elles portent essentiellement sur une gestion rigoureuse des terres, de l'eau et des écosystèmes pour assurer la protection des systèmes de production dans le temps. En encourageant une utilisation durable des terres, en réduisant la pollution, notamment celle liée au recours excessif aux produits agrochimiques, et en mettant en place des solutions fondées sur la nature, ces approches contribuent à prévenir la dégradation et à soutenir les services écosystémiques fondamentaux. La conservation de la biodiversité, et de l'agrobiodiversité en particulier, joue un rôle crucial dans ce cadre, et est sous-tendue par des pratiques qui protègent les pollinisateurs, encouragent des systèmes de culture diversifiés et restaurent les habitats naturels afin de maintenir des écosystèmes sains et en bon état de fonctionnement, au niveau de l'exploitation comme du paysage.
30. Une autre des retombées bénéfiques inhérentes à ces pratiques agricoles climato-résilientes, écologiquement viables et axées sur l'agrobiodiversité est l'amélioration des résultats nutritionnels des populations rurales et des petits exploitants agricoles. Un système agricole diversifié et résilient rend plus disponibles et accessibles certains aliments riches en nutriments tels que les légumineuses, les fruits, les légumes et les cultures de plantes autochtones, et accroissent ainsi la diversité alimentaire. En stimulant la production locale, ces systèmes contribuent aussi à abaisser les coûts et à rendre les aliments nutritifs plus abordables.

¹⁹ Les approches paysagères visent des objectifs environnementaux, sociaux et économiques en intégrant les diverses utilisations des terres et l'ensemble des besoins des parties prenantes grâce à une action concertée. Elles s'attachent à concilier les demandes concurrentes liées à la production alimentaire, aux services écosystémiques, à la biodiversité, à la résilience et aux moyens d'existence tout en tenant compte des interactions entre les activités humaines et les systèmes naturels.

Lorsqu'elles sont conjuguées à des mesures visant à changer les modes de consommation et à faire adopter une alimentation plus riche et plus saine, ces approches peuvent améliorer durablement la sécurité alimentaire et la nutrition des ménages et des communautés.

31. L'intégration des savoirs autochtones et des pratiques enracinées localement est l'une des grandes priorités au regard de l'objectif de la stratégie qui vise à renforcer la production durable, la résilience aux changements climatiques et la sécurité alimentaire. Une perspective multigénérationnelle de l'adaptation aux changements climatiques (cultures autochtones intercalaires avec des cultivars modernes et utilisation de techniques traditionnelles de conservation des sols et de l'eau, par exemple) peut être intimement imbriquée dans les systèmes d'exploitation agricole modernes pour accroître les rendements, renforcer l'agrobiodiversité et augmenter la qualité nutritionnelle des produits. Ces pratiques, souvent sous-tendues par des taxonomies et des cadres nationaux, sont particulièrement efficaces dans les contextes de fragilité et contribuent à relier la santé des écosystèmes à la santé humaine. En encourageant des modèles d'entrepreneuriat agricole durables et en s'attaquant à des questions telles que la dégradation des terres et la désertification, la stratégie favorise la viabilité à long terme de ces approches. Elle met également l'accent sur les arrangements équitables de partage des avantages, en particulier avec les peuples autochtones et les communautés locales, en reconnaissant leur rôle essentiel de gardiens des savoirs traditionnels et de la biodiversité. Cette approche permet de renforcer l'accès des ménages ruraux à une alimentation nutritive et sans danger pour la santé durant toute l'année, et contribue à accroître la sécurité alimentaire et à réduire la malnutrition dans les groupes cibles du FIDA.
32. L'accent mis dans la stratégie sur les mécanismes de conservation fondés sur des incitations encouragera par ailleurs les agriculteurs à adopter et à maintenir des pratiques durables d'utilisation et de conservation de la biodiversité et de gestion des terres. La sécurisation des droits fonciers et l'appui aux politiques et règlements de gouvernance foncière dans les systèmes agricoles permettront aux communautés rurales d'investir en toute confiance dans des solutions à long terme qui améliorent la productivité et la résilience climatique tout en protégeant les ressources naturelles.
33. Enfin, au vu de la diversité des contextes nationaux, aucune approche universelle ne sera préconisée. Les pays seront libres de choisir les interventions les plus appropriées en fonction de leurs priorités, de leurs capacités et de leurs objectifs de développement, et pourront s'assurer que toutes les activités sont en phase avec les stratégies nationales, les taxonomies et les réalités rurales. À cette fin, le FIDA continuera de s'associer aux activités de coopération Sud-Sud et triangulaire (CSST) afin de faciliter un transfert efficace des connaissances dans le Sud global, le but étant d'aider les pays à élaborer des solutions adaptées au contexte et conformes aux priorités nationales.

Domaine d'action 1.2: investir dans des infrastructures climato-résilientes et des services qui appuient les filières agricoles en vue d'améliorer les moyens d'existence des populations rurales

34. Les investissements associeront des infrastructures climato-résilientes à des mesures visant à renforcer la participation des producteurs ruraux à des filières durables. Les infrastructures rurales intégrant des matériaux adaptatifs, des solutions fondées sur la nature, des technologies économes en eau et des solutions énergétiques créeront des emplois, amélioreront la connectivité à l'échelle de la filière et du paysage, et sous-tendront la croissance économique. Elles seront complétées par des solutions décentralisées pour réduire les déchets alimentaires et améliorer la sécurité sanitaire des aliments à tous les stades des filières.

35. Pour maximiser l'impact, le FIDA tirera parti de partenariats public-privé-producteurs, et synchronisera les investissements du secteur privé avec les objectifs du secteur public en matière de renforcement de la résilience rurale, de stimulation de l'innovation et de promotion de solutions durables. Le renforcement de la capacité des producteurs ruraux à participer à des filières rentables et durables est l'une des grandes priorités. Il suppose notamment des investissements dans des mécanismes qui permettent aux producteurs d'adopter des pratiques durables tout en réduisant les coûts de transaction à supporter pour accéder aux marchés certifiés.
36. Les investissements appuieront également la modernisation des filières rurales afin d'accompagner les producteurs durant le passage à des économies plus climato-résilientes et dotées d'une plus grande capacité d'adaptation. Le FIDA favorisera l'accès aux informations sur le climat, aux technologies à faibles émissions et économes en énergie et à d'autres solutions climato-compatibles dans l'ensemble des filières. Cette transformation s'appuiera sur des investissements plus massifs dans les innovations relatives à l'agriculture numérique, en vue d'améliorer la rentabilité, la résilience et le potentiel d'atténuation.

Domaine d'action 1.3: investir dans les systèmes d'alerte précoce, les services numériques et les données au service de l'adaptation en vue d'accroître la résilience

37. Dans le cadre de l'accroissement de la connectivité numérique des zones rurales, le FIDA renforcera les politiques, les cadres juridiques et les institutions dans le but d'améliorer l'accès aux prévisions météorologiques en temps réel aux fins de l'atténuation des risques liés aux changements climatiques. La généralisation des données hydrométéorologiques, du contrôle des sols et de l'eau et de la surveillance des ravageurs augmentera les capacités d'adaptation. Ces activités seront complétées par la fourniture d'informations personnalisées sur les marchés et de conseils pratiques qui intègrent à la fois les innovations modernes et les savoirs locaux et autochtones. Ces innovations dans l'agriculture numérique et les systèmes d'alerte précoce réduisent la fracture numérique et ouvrent des possibilités d'entrepreneuriat agricole, conformément à l'engagement du FIDA en faveur de changements porteurs de transformations qui doteront les communautés rurales des outils et des technologies dont elles ont besoin pour s'adapter de manière proactive et renforcer leur résilience à long terme.
38. Des données contextuelles détaillées sont essentielles pour concevoir des investissements à fort impact et suivre les résultats. Le FIDA intensifiera ses partenariats et déploiera des innovations numériques avancées, notamment des technologies géospatiales et de télédétection, afin de générer des informations en temps réel, d'intégrer des données nationales vérifiées et d'assurer la cohérence avec les systèmes de classification définis localement. Ces systèmes de données permettront de suivre les chocs climatiques et les changements environnementaux, d'optimiser l'allocation des ressources et d'améliorer les résultats en matière d'adaptation dans les filières rurales. Il sera essentiel d'assurer la qualité et l'inclusivité des services numériques: les solutions devront être axées sur la demande, adaptées aux conditions locales et conçues en tenant compte des besoins des agriculteurs – y compris les femmes, les jeunes et les groupes les plus vulnérables – pour susciter des changements véritablement transformateurs et fondés sur l'innovation.

Objectif 2: favoriser l'accroissement des investissements propices à la résilience climatique, à la viabilité écologique, et à l'utilisation durable et à la conservation de la biodiversité

Domaine d'action 2.1: mobiliser et réunir diverses sources internationales, régionales et nationales de financements pour le climat, l'environnement et la biodiversité

39. Pour combler le déficit de financement en matière d'agriculture résiliente, le FIDA mobilisera des ressources auprès de fonds multilatéraux tels que le Fonds vert pour le climat, le Fonds pour l'environnement mondial, le Fonds pour l'adaptation et le Fonds pour l'application du Cadre mondial de la biodiversité – notamment en faveur des petits exploitants agricoles qui se heurtent à des difficultés considérables pour accéder aux financements. Le FIDA gèrera les procédures complexes au nom des petits producteurs afin d'obtenir en temps utile des cofinancements substantiels pour compléter ses propres investissements. En obtenant des dons et en les associant aux financements de base, le Fonds accroît le financement concessionnel et allège les charges financières qui pèsent sur les pays partenaires tout en mobilisant des capitaux pour la résilience climatique, la viabilité écologique et les pratiques axées sur l'utilisation durable et la conservation de la biodiversité. Ces activités appuient l'objectif plus large visant à combler le déficit de financement de l'action climatique dans le secteur agricole.
40. Le FIDA étendra d'autres mécanismes de financement, notamment le Programme élargi d'adaptation de l'agriculture paysanne, pris comme un outil catalyseur contribuant à réduire les risques, à attirer des cofinancements et à appuyer des investissements dans la productivité agricole, l'eau et la sécurité alimentaire, et à favoriser la mobilisation du secteur privé. La synchronisation de ces ressources dans le portefeuille du FIDA permettra d'amplifier l'impact et d'accroître la viabilité financière. Dans le cadre de la CSST, le Fonds renforcera la synergie et la cohérence entre les flux de financement de l'action climatique afin de réduire la fragmentation, de favoriser l'accès direct et d'améliorer le séquençage du financement climatique dans le Sud global. Il conviendra notamment d'intensifier la coopération avec les banques publiques de développement afin d'élargir la portée et d'accroître la coordination.
41. En parallèle, le FIDA favorisera l'alignement avec les taxonomies du financement climatique élaborées au niveau national (c'est-à-dire les systèmes de classification structurés qui définissent les activités considérées comme des investissements conformes aux objectifs climatiques ou des investissements durables). Ces taxonomies sont de plus en plus adoptées par les pays pour veiller à la cohérence, à la comparabilité et à la transparence des flux de financement climatique. En harmonisant ses interventions avec ces cadres nationaux, le Fonds peut contribuer à améliorer le ciblage des financements, à réduire les doubles emplois et à faire en sorte que les investissements soient orientés vers les priorités définies dans les stratégies climatiques des pays, telles que les contributions déterminées au niveau national, les plans nationaux d'adaptation ou les plans pour la biodiversité.

Domaine d'action 2.2: mettre en place des mécanismes de marché adaptés et les renforcer pour développer les économies rurales et rétribuer les petits producteurs

42. Pour inciter à adopter plus largement des pratiques qui tiennent compte de l'utilisation durable et de la conservation de la biodiversité et qui sont écologiquement viables, le FIDA favorisera des mécanismes fondés sur le marché qui assurent la cohérence entre les incitations économiques et les efforts de renforcement de la résilience climatique, pour autant qu'ils soient adaptés au contexte et qu'ils cadrent avec les besoins et les capacités socioéconomiques. Conscient des arbitrages à opérer pour accroître la valeur pour la société tout en assurant la rentabilité des entités privées, notamment des petits exploitants agricoles et de leurs organisations, le FIDA s'attachera à élaborer des cadres politiques propices et à réaliser des analyses de marché pertinentes pour déterminer les options viables pour des entreprises rurales durables.
43. Pour gérer ces arbitrages de manière efficace, le FIDA déploiera des solutions de financement climatique mixte et des mécanismes de paiements liés aux résultats pour concilier rendements économiques et objectifs environnementaux.

L'élargissement du financement climatique mixte pour le climat sera l'une des grandes priorités, et associera de manière stratégique des capitaux publics, philanthropiques et privés pour réduire les risques et favoriser la participation du secteur privé à des projets axés sur la durabilité et la résilience, agissant ainsi comme un puissant catalyseur (grâce à des taux concessionnels) pour des investissements plus vastes et une transformation systémique. Il sera essentiel de collaborer avec les banques publiques de développement, en s'appuyant sur leur présence locale, leurs instruments financiers et leur connaissance des marchés, pour mobiliser des ressources supplémentaires et amplifier l'impact des initiatives de financement mixte.

44. Le FIDA innovera et intégrera des outils financiers avec des éléments de mesure des services écosystémiques et de nouveaux indicateurs agroécologiques pour démontrer les avantages d'ordre environnemental et économique apportés par les approches globales en faveur de la résilience. Ces mécanismes seront conçus pour réduire les risques financiers, attirer des investissements privés et proposer aux petits exploitants agricoles des incitations concrètes à adopter des pratiques durables qui contribuent à la conservation de la biodiversité, des sols, de l'eau et d'autres ressources naturelles. Le FIDA appuiera des cadres qui facilitent le versement et la vérification des paiements liés aux résultats ou des dispositifs d'incitation, en veillant à ce que les petits producteurs soient rétribués de manière équitable pour leurs contributions à la viabilité écologique.
45. Par ailleurs, le FIDA élargira l'accès aux nouveaux dispositifs de paiements liés aux résultats, notamment dans les domaines de l'assurance agricole, de l'échange de droits d'émission de carbone, des crédits de biodiversité et des paiements des services écosystémiques, pour reconnaître le rôle des agriculteurs dans la remise en état des sols, le reboisement et l'utilisation efficiente de l'eau, et les rétribuer en conséquence. Ces mesures s'accompagneront de solides garanties environnementales et sociales afin de protéger les communautés autochtones, leurs écosystèmes et leurs droits. La majorité de ces instruments sont déjà connus du FIDA, qui jouit d'une expérience en matière de déploiement et de promotion de ce type de dispositifs dans son portefeuille. Ces mécanismes engendrent des retombées positives importantes, y compris eu égard à l'atténuation des changements climatiques, en encourageant des pratiques qui réduisent les émissions et améliorent le stockage du carbone.

Domaine d'action 2.3: faciliter l'accès des États membres à l'ensemble de solutions financières du FIDA pour les aider à atteindre leurs priorités sectorielles nationales

46. Le Fonds mobilisera des financements climatiques en réponse à la demande des pays et dans le prolongement des engagements convenus durant la Consultation sur FIDA13 – notamment atteindre, sur la période d'exécution 2025–2027, la cible fixée pour FIDA13 consistant à allouer au moins 45% de son programme de prêts et dons au financement de l'action climatique, et donner effet aux contributions additionnelles pour le climat. Le FIDA s'attachera également à renforcer l'innovation financière dans les investissements ruraux, en mettant sa gamme de produits financiers en phase avec les stratégies agricoles nationales et les objectifs de réduction des risques climatiques. Il conviendra pour cela de développer les obligations axées sur l'agriculture, les garanties de crédit et les mécanismes de partage des risques pour catalyser l'investissement public et privé dans les pratiques agricoles résilientes et les infrastructures rurales. Le FIDA favorisera en outre l'accès aux services financiers (crédit, assurance, épargne et solutions financières numériques, notamment), en mettant l'accent sur les zones rurales et en privilégiant les partenariats avec des institutions de microfinance pour accroître les flux financiers au niveau national.

47. Pour attirer des ressources financières, la présente stratégie suit la Stratégie relative aux opérations avec le secteur privé 2025-2030; elle met en place des instruments financiers et prête un appui aux banques et aux institutions de microfinance qui encouragent l'investissement privé dans des pratiques durables et renforcent les partenariats pour l'accès aux marchés, aux technologies et aux services. Le FIDA continuera de se positionner comme un émetteur d'obligations durables sur les marchés internationaux, en s'attachant aux résultats en matière de résilience.

Domaine d'action 2.4: participer activement à des partenariats inclusifs réunissant un large éventail d'acteurs publics et privés dans le domaine de l'innovation financière et non financière

48. Le FIDA élargira les partenariats avec des institutions mondiales, régionales et nationales, en collaborant avec des banques de développement, des institutions financières et des plateformes infrarégionales et nationales pour porter à une plus grande échelle des initiatives d'adaptation et de renforcement de la résilience climatique. La collaboration avec d'autres institutions financières internationales et les autres organismes des Nations Unies ayant leur siège à Rome favorisera l'accès du Fonds au financement du développement à grande échelle, renforcera les compétences techniques et facilitera les échanges de vues sur les questions stratégiques.
49. Le FIDA intensifiera les partenariats avec le secteur privé, les institutions financières et les prestataires technologiques pour mobiliser des investissements en milieu rural. En favorisant la collaboration, le Fonds attirera des capitaux, des innovations et des outils financiers pour accroître la résilience climatique des petits exploitants, la productivité durable et la croissance rurale, tout en amplifiant l'impact aux niveaux national et régional. Les activités viseront à:
- a) favoriser des dialogues structurés et des plateformes d'investissement pour relier les investisseurs institutionnels, les entreprises agricoles et les entreprises du secteur des technologies;
 - b) encourager l'adoption de technologies et d'innovations climatiques en favorisant l'intégration de solutions climato-résilientes d'agriculture de précision, de financement numérique et d'agriculture intelligente dans les projets appuyés par le FIDA;
 - c) collaborer avec des sociétés de capital-risque, des accélérateurs d'entreprises et des investisseurs à impact pour expérimenter des modèles d'activité évolutifs, climato-résilients et axés sur les solutions fondées sur la nature, qui améliorent l'accès aux marchés, les infrastructures rurales et les solutions de financement agricole.
50. Le FIDA collaborera de manière inclusive avec les peuples autochtones, les jeunes, les organisations de femmes et les organisations paysannes afin de mobiliser des ressources pour le renforcement de la résilience climatique, la viabilité écologique et les investissements axés sur la biodiversité, notamment des financements directs destinés aux groupes ruraux et aux groupes communautaires.

Objectif 3: consolider la contribution à l'élaboration des politiques, la gestion des connaissances, le renforcement des capacités et l'innovation pour favoriser la résilience en milieu rural

Domaine d'action 3.1: intensifier la participation à l'élaboration des politiques pour favoriser la résilience en milieu rural

51. Le FIDA renforcera sa collaboration avec les décideurs et les principales parties prenantes pour promouvoir l'élaboration de politiques qui encouragent les investissements dans des économies rurales résilientes. Il participera notamment à des concertations sur les politiques aux niveaux national, régional et mondial, et

renforcera les partenariats stratégiques en vue d'appuyer l'agriculture durable, la restauration des terres et les infrastructures rurales. La stratégie permettra de s'assurer que les opérations sont adaptées au contexte et concordent avec la mission du FIDA consistant à transformer les économies rurales en éliminant la pauvreté et l'insécurité alimentaire, tout en aidant les pays à mettre en œuvre leurs plans nationaux de développement et à respecter les engagements qu'ils ont pris en tant qu'États membres, notamment ceux liés aux objectifs de développement durable²⁰, les contributions déterminées au niveau national au titre de l'Accord de Paris, et les stratégies et plans d'action nationaux pour la biodiversité au titre du Cadre mondial de la biodiversité. Le FIDA aidera par ailleurs les pays à intégrer des mesures en faveur de la résilience climatique, de la viabilité écologique et de la biodiversité dans les processus nationaux de budgétisation, d'établissement de taxonomies et de planification du développement.

52. Le FIDA mettra l'accent sur les approches à l'échelle de l'ensemble de l'administration, en privilégiant la coordination entre les ministères des finances, de l'agriculture et de l'environnement en vue d'accroître la cohérence des politiques et de mobiliser des financements pour les programmes d'investissement en milieu rural. Cette collaboration intersectorielle permettra de combler les lacunes dans les politiques et de créer des synergies qui maximiseront l'impact. En outre, le FIDA continuera de s'associer aux activités de CSST pour faciliter la participation à l'élaboration des politiques et la concertation à l'échelle internationale en vue de renforcer les politiques dans ce domaine dans le Sud global.
53. Dans ce contexte, les pouvoirs publics ont un rôle capital à jouer en réorientant les subventions agricoles qui ont des incidences préjudiciables contribuant à la dégradation des terres, à l'appauvrissement de la biodiversité et à l'accroissement des émissions de gaz à effet de serre. La réorientation de ces subventions vers des pratiques climato-résilientes et écologiquement viables est essentielle pour opérer des changements systémiques et maximiser l'impact des investissements tant publics que privés dans le développement rural.
54. Par ailleurs, le FIDA préconisera des cadres politiques favorables, qui réduisent les obstacles à l'entrée sur les marchés pour les acteurs du secteur privé tout en assurant la cohérence des investissements avec les objectifs de développement nationaux et les besoins des petits exploitants agricoles.

Domaine d'action 3.2: approfondir les connaissances et favoriser l'innovation pour renforcer les systèmes agricoles

55. Le FIDA renforcera la génération, la diffusion et l'application des connaissances pour favoriser la prise de décisions fondées sur des données probantes et l'innovation porteuse de transformations dans les stratégies d'investissement en milieu rural. Il étoffera sa base de données factuelles en intégrant systématiquement des recherches scientifiques dans la conception et l'exécution des programmes, et veillera à ce que l'ensemble des interventions en faveur du climat, de l'environnement et de la biodiversité soient fondées sur des données probantes fiables provenant du terrain. Grâce aux partenariats établis avec des instituts de recherche et des institutions universitaires de premier plan, le FIDA continuera de mettre en œuvre de solides systèmes de gestion des connaissances pour recueillir, analyser et synthétiser des résultats des recherches à partir des opérations, en fondant sa production de connaissances sur des données scientifiques. En institutionnalisant les enseignements répertoriés, en tirant parti des techniques analytiques avancées et en favorisant une culture de l'apprentissage permanent, le Fonds renforcera la gestion adaptative des solutions

²⁰ Cette stratégie intégrée contribue directement aux ODD suivants: Pas de pauvreté (ODD 1), Faim « zéro » (ODD 2), Égalité entre les sexes (ODD 5), Eau propre et assainissement (ODD 6), Énergie propre et d'un coût abordable (ODD 7), Mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques (ODD 13), Vie aquatique (ODD 14) et Vie terrestre (ODD 15).

d'investissement en milieu rural et les possibilités de les reproduire à plus grande échelle.

56. Pour faire en sorte que les connaissances engendrent des solutions pratiques, le FIDA encouragera les plateformes de partage des connaissances, les communautés de pratique et les réseaux de collaboration qui relient les pouvoirs publics, les institutions de recherche et les spécialistes du développement. Ces plateformes seront axées sur la gestion des risques agricoles, les techniques de remise en état des sols, la mise au point de semences résilientes, les systèmes d'information sur le climat, les innovations financières et les modèles reproductibles à plus grande échelle en vue de renforcer la résilience économique des zones rurales. Par ailleurs, le FIDA continuera d'appuyer la CSST et de tirer parti de ses avantages uniques en matière de partage des connaissances, d'adaptation technologique et d'activités inclusives de renforcement des capacités dans les pays en développement, afin de relever les défis liés au climat, à l'environnement et à la biodiversité qui se posent au Sud global.

Domaine d'action 3.3: renforcer les capacités pour assurer une mise en œuvre efficace

57. Le FIDA renforcera les capacités institutionnelles et humaines en vue d'intégrer dans ses projets la résilience climatique, les pratiques écologiquement viables et l'utilisation durable et la conservation de la biodiversité. Une formation complète améliorera les compétences techniques du personnel en matière d'évaluation des risques économiques, de financement de l'action climatique, de suivi des ressources financières et d'évaluation de l'impact. Les initiatives de renforcement des capacités donneront aux équipes de projet, aux décideurs et aux parties prenantes rurales les outils nécessaires pour mettre en œuvre des stratégies d'investissement destinées à stimuler la productivité agricole, stabiliser les économies rurales et atténuer les effets de la dégradation de l'environnement, de l'appauvrissement de la biodiversité et des phénomènes météorologiques extrêmes. Le FIDA perfectionnera en outre des outils, tels que l'outil de conception et de suivi d'interventions visant à accroître la résilience et le cadre renforcé d'analyse économique et financière, en vue de favoriser la prise de décisions tenant compte des risques et l'efficacité des investissements.
58. Le Fonds utilisera des cadres normalisés, notamment des méthodes d'analyse des avantages par rapport au coût et de suivi des ressources financières, pour garantir la cohérence de la communication d'informations et de la reddition de comptes, en se conformant aux Normes internationales d'information financière. Les normes du FIDA relatives à la publication d'informations sur la durabilité renforceront la transparence, la crédibilité et la confiance des investisseurs, et favoriseront l'accroissement des engagements financiers des États membres et des donateurs.

IV. Considérations opérationnelles

59. Le FIDA rationalisera les indicateurs existants en matière de résilience climatique et de capacité d'adaptation dans ses activités et dans le Cadre de gestion des résultats pour assurer un suivi-évaluation efficace²¹. La stratégie sera mise en œuvre dans le cadre des procédures du cycle de projets existant et sera systématiquement traduite en actions concrètes durant la phase de conception des projets. Ce processus garantira que les objectifs stratégiques seront adaptés aux contextes nationaux, cadreront avec les priorités définies par les pays et tiendront compte des besoins et des capacités au niveau local. La stratégie pourra être complétée par d'autres instruments opérationnels ou outils de gestion internes, tels

²¹ Il a été décidé de ne pas élaborer de Cadre de gestion des résultats distinct pour la stratégie afin de simplifier la communication d'informations. Le FIDA s'appuiera sur les cadres de gestion des résultats adoptés au titre des processus de reconstitution des ressources convenus.

que la feuille de route du Fonds pour l'alignement sur l'Accord de Paris, élaborée dans le cadre d'un engagement pris au titre de FIDA13.

60. Conscient du rôle essentiel du capital humain, le FIDA mettra en place des initiatives de renforcement des capacités en tirant parti des compétences techniques existantes en interne et en externe, selon les besoins. Les coûts additionnels liés à la mise en œuvre de cette stratégie, s'agissant notamment du renforcement des capacités en relation avec les marchés du carbone, seront couverts au moyen de fonds supplémentaires et par la mobilisation de compétences et de connaissances techniques internes, le cas échéant. Une collaboration régulière sera assurée avec les directeurs de pays, les équipes d'exécution des projets, les équipes de conception des COSOP et d'autres membres clés du personnel pour intégrer les objectifs de la stratégie dans les activités. Cela permettra de mettre l'accent sur l'intégration des mesures pertinentes de la stratégie dans les investissements du FIDA et de veiller à ce qu'elles soient conformes aux priorités des pays, aux taxonomies et aux stratégies nationales, y compris les COSOP du Fonds.
61. Pour appuyer la mise en œuvre, le FIDA adoptera une approche coordonnée à l'échelle de l'institution en matière de renforcement des capacités, d'orientations opérationnelles et d'apprentissage, pour le personnel du Fonds et pour les unités de gestion de projet. Les mesures suivantes seront prises dans ce cadre:
 - a) **Orientations opérationnelles et formation:** le FIDA publiera des orientations spécifiques sur l'application d'approches intégrées des questions liées au climat, à l'environnement et à la biodiversité dans la conception et l'exécution des projets. Une formation ciblée sera proposée aux membres du personnel et aux partenaires afin d'assurer une application uniforme dans l'ensemble du portefeuille.
 - b) **Élaboration d'un dossier de décision concernant le financement de l'adaptation:** une note d'orientation sera élaborée pour aider à exposer la justification économique des investissements dans l'adaptation. Elle s'accompagnera d'une formation visant à renforcer les capacités internes et externes à mobiliser et à déployer efficacement le financement de l'adaptation.
 - c) **Partage des connaissances et apprentissage institutionnel:** un bilan semestriel sera réalisé par l'intermédiaire des communautés de pratique, en rassemblant des membres du personnel de l'ensemble du FIDA pour partager les progrès accomplis, les enseignements dégagés et les défis rencontrés au stade de l'exécution. Les éléments recueillis au début de la mise en œuvre seront documentés et diffusés afin de renforcer les connaissances institutionnelles et d'étayer une amélioration continue.
 - d) **Appui technique sur demande:** le FIDA expérimentera un service d'assistance informatique ou une fonction de conseil interne pour fournir un appui technique en temps réel aux équipes de pays et aux concepteurs de projets travaillant sur des investissements intégrés axés sur le climat.
62. Ces mesures visent à intégrer la stratégie dans l'ensemble des opérations du FIDA, à renforcer la qualité de la conception des investissements et à améliorer la capacité de l'institution à proposer des solutions à fort impact, conformes aux priorités des pays et axées sur l'innovation face aux risques climatiques et environnementaux croissants.
63. En renforçant les capacités en interne, le FIDA favorisera une réalisation plus efficiente des objectifs de la stratégie, car les directeurs de pays et les équipes d'exécution des projets/de conception des COSOP assureront la cohérence des COSOP et des interventions des projets avec les domaines d'action de la stratégie. Les partenariats stratégiques joueront un rôle essentiel en remédiant aux lacunes

de capacités au sein du FIDA, et permettront aux pays d'exploiter pleinement la gamme complète de services proposés au titre de la stratégie. Le Fonds profitera des collaborations en cours avec des banques multilatérales de développement, des organismes des Nations Unies et des donateurs bilatéraux pour mobiliser les ressources et les cadres existants.

64. L'impact et l'efficacité de la stratégie seront évalués à l'aide des indicateurs du Cadre de gestion des résultats et des rapports de projet, ce qui garantira une reddition de comptes et un apprentissage permanent. Un indicateur agroécologique de haut niveau sera élaboré (voir l'annexe VII).
65. Pour garantir une mise en œuvre efficace de la stratégie, le FIDA se concentrera sur les principales mesures opérationnelles entre 2025 et 2027, conformément aux dispositions du plan d'action présenté à l'annexe IX.

Processus de consultation

1. Élaborée dans le cadre d'un processus de consultation complet, conformément aux directives du FIDA, la présente stratégie intègre différents points de vue afin de répondre à l'évolution des besoins des populations rurales pauvres.
2. Les principales parties prenantes qui ont été consultées comprennent:
 - a) **Un groupe de travail technique.** Une équipe spécialisée de la Division environnement, climat, genre et inclusion sociale du Fonds, comprenant des experts du climat, de l'environnement et de la biodiversité, a été consultée en vue de renforcer la validité technique et la prise en compte des meilleures pratiques à l'échelle mondiale.
 - b) **Un groupe de travail interdivisions.** Des experts de différentes divisions du Fonds ont contribué à mettre la stratégie en phase avec le Rapport de la Consultation sur la Treizième reconstitution des ressources du FIDA et d'autres priorités.
 - c) **Les directeurs de pays.** Les directeurs de pays du Fonds ont contribué, grâce à leur connaissance approfondie des contextes locaux, à garantir la pertinence de la stratégie dans les diverses situations des pays.
 - d) **La haute direction**
 - i) Le Comité de gestion des programmes a assuré une supervision stratégique pour mettre la stratégie en phase avec la mission et les activités du FIDA.
 - ii) Le Comité chargé des stratégies opérationnelles et de l'orientation des politiques a évalué la conformité avec les priorités opérationnelles et les cadres stratégiques.
 - iii) Le Comité exécutif de gestion a communiqué les observations et l'aval de la direction.
 - e) **Des parties prenantes externes.** Deux consultations publiques ont été tenues auprès des États membres du FIDA:
 - i) **Première consultation.** Des éléments ont été recueillis concernant un document d'orientation présentant les buts, les objectifs et les domaines d'action par l'intermédiaire de la plateforme interactive réservée aux États membres du FIDA; l'ensemble des États membres et 15 organisations externes ont été sollicités, notamment des banques multilatérales de développement, la société civile, des institutions de recherche et des entités du secteur privé.
 - ii) **Deuxième consultation.** Deux séminaires informels du Conseil d'administration ont permis aux États membres et aux observateurs de communiquer des commentaires détaillés sur l'intégralité de la stratégie.

Théorie du changement

1. La théorie du changement vise une transformation rurale inclusive à long terme par le renforcement des moyens d'existence, de la sécurité alimentaire et de la résilience, tout en veillant à l'inclusion des jeunes, à la mobilisation des hommes et des femmes et aux droits des peuples autochtones, conformément à l'approche du Fonds relative aux programmes d'options stratégiques pour les pays et à la Politique du FIDA relative au ciblage de la pauvreté 2023. La stratégie met en lumière les avantages économiques et sociaux liés aux approches intégrées, qui favorisent des rendements durables, une augmentation des revenus et des processus économiques ruraux climato-résilients au moyen d'outils numériques, d'un recours accru à des instruments financiers et à des dispositifs innovants, et de politiques améliorées au service de la production agricole et de la transformation des filières.
2. La stratégie utilise des approches paysagères qui relient les interventions au niveau des exploitations agricoles à la gestion des bassins versants, à la conservation des écosystèmes et à l'intégration des filières. Ces approches systémiques maintiennent un équilibre entre la production alimentaire et les besoins écologiques et sociaux en coordonnant les diverses utilisations des terres et les activités des parties prenantes dans les zones rurales, et transcendent les pratiques au niveau des exploitations agricoles individuelles pour opérer une transformation de plus grande ampleur. À cet égard, il est essentiel d'intégrer les savoirs autochtones et les pratiques enracinées localement, en imbriquant les techniques traditionnelles d'adaptation aux changements climatiques et d'atténuation de leurs effets dans les systèmes d'exploitation agricole modernes pour renforcer l'agrobiodiversité et accroître la résilience.
3. À cette fin, le FIDA mobilise des ressources financières auprès de sources internationales, régionales et nationales par l'intermédiaire de contributions à la reconstitution des ressources, de prêts concessionnels, de placements privés et de financements multilatéraux. Des fonds supplémentaires sont mobilisés dans le cadre de partenariats avec des institutions de financement du développement, des banques commerciales, des investisseurs à impact et des banques publiques de développement.
4. La stratégie met l'accent sur les opérations non souveraines, l'obtention de financements du secteur privé auprès d'intermédiaires financiers et de petites et moyennes entreprises, et le financement mixte. En intégrant les financements privés et publics et en faisant mieux entendre la voix des populations vulnérables, le FIDA renforce les solutions inclusives et impulsées par la demande.
5. Les partenariats public-privé, notamment avec les peuples autochtones, les organisations de jeunes et les organisations paysannes, favorisent une approche à l'échelle de la société. Ces partenariats rapprochent les secteurs, renforcent les incitations en faveur de la durabilité et accroissent l'utilisation de ressources dans le dernier kilomètre, conformément au Cadre de partenariat du FIDA.
6. Les outils et les services numériques facilitent la planification et le suivi-évaluation des activités en faveur de la résilience. Le FIDA encourage la connectivité numérique des zones rurales, et s'appuie sur les données géospatiales et la télédétection pour orienter les investissements, optimiser les ressources et favoriser des mesures publiques ciblées.
7. La stratégie accroît la participation à l'élaboration des politiques, la gestion des connaissances et le renforcement des capacités grâce à une approche dirigée par les pays et impulsée par la demande. Les partenariats avec les pouvoirs publics, les institutions de recherche et le secteur privé stimulent l'innovation et généralisent les pratiques qui sont climato-résilientes et respectueuses de l'environnement, et

encouragent l'utilisation durable et la conservation de la biodiversité pour une transformation rurale à long terme.

Enseignements à retenir

1. Au cours des dix dernières années, le FIDA a considérablement amélioré sa performance, la gestion de l'environnement et des ressources naturelles, et l'adaptation aux changements climatiques. Le Rapport annuel 2023 sur l'évaluation indépendante au FIDA indique que les données de 288 évaluations de projets et de 45 évaluations de stratégies de pays font apparaître des améliorations constantes dans ces domaines. La part des projets ayant obtenu de bons résultats est passée de 71% en 2011-2013 à 90% en 2019-2021, ce qui souligne l'engagement constant du FIDA à intégrer les considérations climatiques et environnementales dans ses activités. Le dernier rapport du Réseau d'évaluation de la performance des organisations multilatérales (MOPAN) met en lumière la forte capacité du Fonds à faire face aux grands défis mondiaux, et en particulier aux impacts des changements climatiques. Parallèlement à ces réalisations, des enseignements précieux ont été recensés, ce qui montre l'importance des approches adaptables et souples dans les contextes ruraux complexes.

<i>Recommandation</i>	<i>Détails</i>	<i>Source</i>
Accroître le financement en faveur de la résilience climatique	Augmenter le financement en faveur de la résilience climatique dans les projets à fort impact menés dans des domaines tels que l'agriculture résiliente, les systèmes d'alerte précoce et la réduction des risques de catastrophe. Les recommandations visent notamment à axer l'attention sur les pratiques d'agriculture résiliente au sein des exploitations et sur les petits exploitants agricoles dans les pays fragiles.	Évaluation thématique Orientations stratégiques de la Treizième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA13) Rapport du MOPAN
Adopter une approche de financement mixte	S'appuyer sur le programme de prêts et dons et les fonds supplémentaires pour maximiser l'impact du financement en faveur de la résilience. Une approche mixte associe des mécanismes de financement traditionnels et supplémentaires pour obtenir un impact à plus grande échelle.	Évaluation thématique Consultation sur FIDA13
Intégrer l'accent sur la résilience climatique aux premiers stades de la conception des projets	Ajouter les considérations relatives à la résilience climatique et à la nutrition aux premiers stades de la conception des projets, notamment lors de l'élaboration des programmes d'options stratégiques pour les pays.	Rapport du MOPAN, p. 78, conclusions de l'évaluation de l'impact
Intensifier la contribution à l'élaboration des politiques et le plaidoyer	Intensifier la contribution à l'élaboration des politiques et le plaidoyer en faveur de la résilience, de l'amélioration de la nutrition et de la gestion de la biodiversité. Le FIDA doit privilégier la reproduction à plus grande échelle et les activités hors prêts au moyen de ressources spécialement affectées. La mise en place d'un environnement politique favorable garantit la durabilité à long terme.	Évaluation thématique Rapport du MOPAN Bilan agroécologique
Équilibrer l'accent mis sur les filières dans les systèmes agroalimentaires	Appuyer les innovations sur les marchés et renforcer l'accès des producteurs à ces derniers tout en intégrant les considérations relatives à l'environnement, à la résilience, à la nutrition et à la biodiversité dans les filières. Les projets d'agroécologie doivent mieux appuyer la commercialisation des produits et leur accès aux marchés.	Bilan agroécologique interne Conclusions de l'évaluation de l'impact
Déployer des technologies de pointe	Investir dans des technologies de pointe telles que les systèmes d'information géographique, la technologie de la chaîne de blocs et l'intelligence artificielle pour améliorer l'exécution des projets, leur suivi et l'évaluation de leur impact. Ces technologies améliorent le suivi des progrès et accroissent l'efficacité et l'impact des activités.	Travaux internes sur l'utilisation de l'intelligence artificielle au FIDA

Apporter un appui stratégique dans les pays fragiles	Élaborer des stratégies pour apporter un soutien aux petits exploitants agricoles dans les pays en situation de fragilité ou touchés par un conflit, en axant les activités sur l'agriculture climato-résiliente. Améliorer l'impact et l'efficience conformément aux engagements pris au titre de FIDA13.	Rapport du MOPAN Consultation sur FIDA13
Accroître la participation du secteur privé	Approfondir les partenariats avec les acteurs du secteur privé pour apporter des financements aux petits exploitants agricoles. Étudier les possibilités de co-investissement avec des investisseurs à impact et les mécanismes de financement novateurs tels que les outils de financement mixte.	Évaluation thématique Consultation sur FIDA13 Bilan agroécologique
Participer aux marchés du carbone	Intensifier les activités sur les marchés du carbone en vue de rétribuer les petits exploitants agricoles pour leurs efforts en matière de stockage du carbone. Les marchés du carbone proposent des possibilités de rétribution financière et de pérennisation des pratiques agricoles climato-résilientes, et sont prometteurs du point de vue de l'atténuation.	Consultation sur FIDA13
Mieux définir, communiquer et mesurer l'impact sur la nutrition	Compte tenu de l'objectif d'intégrer les aspects nutritionnels dans au moins 60% des projets du Fonds, il convient de définir clairement les indicateurs et d'en améliorer la compréhension au sein du FIDA, au niveau des régions et des pays. Les équipes des projets du Fonds pourront ainsi mieux mesurer les améliorations obtenues en matière de sécurité alimentaire et de nutrition.	Rapport du MOPAN Consultation sur FIDA13
Mieux mesurer l'impact sur la biodiversité	Élaborer des outils pour mesurer précisément l'impact des activités en faveur de la biodiversité sur la génération de revenus, la résilience climatique, la sécurité alimentaire et la conservation. Des mesures précises sont essentielles pour améliorer les résultats des activités.	Bilan agroécologique interne
Accroître le renforcement des capacités	Renforcer la capacité au sein du FIDA à apporter un appui technique et à gérer les solutions aux changements climatiques. Accroître les ressources humaines comme financières pour intensifier les efforts de renforcement de la résilience climatique dans le cadre des activités hors prêts.	Évaluation thématique
Améliorer la gestion des connaissances	Renforcer l'apprentissage institutionnel en recensant les meilleures pratiques et les enseignements tirés des activités en faveur de la résilience et de la biodiversité, et en les partageant au sein des régions et à différents niveaux. Un cadre clair en matière de stratégie d'apprentissage et de communication permettra d'améliorer les résultats des futurs projets.	Évaluation thématique de la gestion des connaissances Réponse de la direction à l'évaluation de la gestion des connaissances
Améliorer l'intégration des savoirs traditionnels	Favoriser l'intégration des savoirs traditionnels et autochtones dans les stratégies de renforcement de la résilience climatique, en veillant à la participation des populations autochtones et des communautés locales. L'association des pratiques traditionnelles et des pratiques modernes améliore les activités de renforcement de la résilience.	Bilan agroécologique interne Évaluations thématiques Cible 22 du Cadre mondial de la biodiversité

Principales constatations de l'analyse comparative et de l'examen des meilleures pratiques

1. La présente annexe examine les stratégies en matière de résilience et de biodiversité des institutions financières et des partenaires bilatéraux les plus importants, en analysant les objectifs, les approches et les innovations. Elle met en lumière la participation du secteur privé, la mobilisation de ressources, la gestion du portefeuille, le renforcement des capacités et les partenariats, et dégage des tendances pour éclairer l'élaboration d'une stratégie intégrée du FIDA.

Intégration des questions climatiques et de la biodiversité

2. Les banques multilatérales de développement (BMD) sont de plus en plus conscientes du lien entre la résilience climatique et la biodiversité, et intègrent ces questions dans des plans de développement plus larges. La Banque interaméricaine de développement (BID) dispose d'un plan d'action spécifique en matière de biodiversité, mais la plupart des BMD s'alignent sur l'Accord de Paris et commencent à suivre le Cadre mondial de la biodiversité. Neuf BMD ont signé une Déclaration conjointe sur la nature, les populations et la planète, mais la plupart des stratégies sont antérieures à ces cadres et évoluent.
3. Les BMD s'attachent à intégrer la biodiversité aux objectifs de renforcement de la résilience climatique et aux objectifs sociaux. La Banque asiatique de développement (BAsD), la BID et la Banque mondiale disposent d'investissements spécifiques en faveur de la biodiversité (obligations biodiversité de la BAsD, par exemple), tandis que d'autres banques intègrent des cibles relatives à la biodiversité dans leurs objectifs de financement du renforcement de la résilience. Un tiers environ ont défini des cibles spécifiques en matière d'environnement ou de biodiversité. Les BMD affinent en outre les taxonomies et renforcent les capacités en matière d'investissements en faveur de la biodiversité et du climat.
4. Les BMD utilisent des garanties pour évaluer les risques liés aux changements climatiques et à la biodiversité, et mettent de plus en plus l'accent sur les gains nets. Des outils tels que l'évaluation du capital naturel sont actuellement intégrés dans les préévaluations des projets.

Portée des activités financées

5. En 2022, les BMD ont apporté 60,9 milliards d'USD de financements climatiques pour des activités de renforcement de la résilience. Près de 73% d'entre elles ont défini des cibles explicites en matière de financement de l'adaptation, et elles allouent en général 40 à 50% des financements en faveur de la résilience aux activités liées à la capacité d'adaptation. Les BMD promeuvent en outre des solutions fondées sur la nature pour la réduction des risques de catastrophe et la conservation de la biodiversité.
6. Les BMD privilégient les secteurs où les solutions fondées sur la nature et les infrastructures vertes jouent un rôle capital, en particulier dans les domaines de l'eau, de l'agriculture, de l'utilisation des terres et de l'énergie. Les investissements dans les pratiques durables des entreprises agricoles, par exemple, sont essentiels pour le renforcement de la résilience. Par ailleurs, les stratégies intersectorielles, telles que l'approche fondée sur les interactions entre l'eau, l'alimentation et l'énergie utilisée par la BAsD, contribuent à augmenter les investissements qui tiennent compte des synergies et des arbitrages entre les secteurs.
7. La publication d'informations sur la durabilité fait l'objet d'une attention croissante, et les BMD s'alignent sur les normes établies et allouent des ressources pour la mise en conformité avec celles-ci.

Financement de l'action pour le climat, l'environnement et la biodiversité

8. Les BMD et les institutions financières internationales (IFI) accroissent la participation du secteur privé en réduisant les risques liés aux investissements, aux partenariats public-privé et aux obligations vertes, mais la mobilisation de financements privés pour la nature reste un défi. Les innovations telles que la tarification du carbone, les obligations liées au développement durable et les cadres des banques vertes contribuent à combler ce manque. Le Sustainable Banking and Finance Network appuie la finance verte dans 40 pays, et la Banque mondiale met en place des fonds thématiques pour tirer parti des marchés des crédits d'émission de carbone. De nouveaux outils tels que les clauses de dette résiliente et les obligations de résilience aident les pays à faire face à l'incidence croissante des phénomènes météorologiques extrêmes.
9. Les prêts axés sur les résultats gagnent en importance, et 55% des IFI relient les incitations aux résultats sur le plan environnemental. La BID, par exemple, accorde des réductions financières lorsque les objectifs en matière de biodiversité et de résilience sont atteints.

Politiques publiques et assistance technique

10. Les IFI mettent l'accent sur la participation des pouvoirs publics et le renforcement des capacités. La Banque africaine de développement appuie des pôles régionaux pour accroître la planification et le financement en faveur de la biodiversité, tandis que la BASD assure une assistance technique pour augmenter la bancabilité des projets et améliorer l'élaboration des politiques.

Dotation en personnel et renforcement des capacités

11. Pour gérer ces portefeuilles croissants en faveur de la résilience climatique et de la biodiversité, les IFI s'attachent à renforcer les capacités internes en formant leur personnel et en élargissant les équipes techniques. Les principales tendances sont à la décentralisation des spécialistes de la résilience climatique et de la biodiversité vers les bureaux régionaux et à la collaboration avec des partenaires externes.

Adoption des meilleures pratiques au FIDA

12. Le FIDA peut adopter les meilleures pratiques des principales BMD:
 - a) en intégrant des objectifs en matière de résilience climatique, d'environnement et de biodiversité dans les cadres plus larges de développement;
 - b) en promouvant des solutions fondées sur la nature pour l'adaptation et le renforcement de la résilience climatique;
 - c) en définissant des cibles précises en matière de biodiversité parallèlement aux objectifs de renforcement de la résilience climatique, à l'instar de l'Agence française de développement;
 - d) en étudiant des mécanismes de financement innovants tels que le financement lié à la biodiversité;
 - e) en mobilisant le secteur privé au moyen de mécanismes de réduction des risques;
 - f) en réalisant des analyses comparatives et en échangeant des points de vue avec d'autres BMD sur la publication d'informations sur la durabilité conformément aux Normes internationales d'information financière en la matière;
 - g) en améliorant les capacités techniques décentralisées dans ces différents domaines.

Évaluation des risques et mesures d'atténuation

Risque	Mesure d'atténuation
L'approche fondée sur les interactions entre les différents enjeux vise à maximiser les synergies entre la résilience, l'environnement et la biodiversité, mais le risque existe que des priorités concurrentes, des arbitrages ou des lacunes dans les cadres politiques favorables diluent l'efficacité des efforts d'intégration, et aboutissent à un impact limité ou à des effets négatifs imprévus.	Intensifier le renforcement des capacités au moyen de programmes de formation ciblés, de directives techniques et d'initiatives de partage des connaissances pour donner au personnel du FIDA et aux parties prenantes les compétences et les outils nécessaires pour mettre en œuvre de manière efficace une approche intégrée et gérer les arbitrages.
La réussite de la stratégie repose sur la synchronisation entre le personnel du FIDA, les États membres et les partenaires. Des priorités différentes, une participation irrégulière ou des rôles peu clairs peuvent entraver la mise en œuvre.	Mettre en œuvre un plan de mobilisation des parties prenantes avec des consultations régulières, des voies de communication claires et des rôles bien définis pour accroître la compréhension commune et l'engagement.
L'approche intégrative ambitieuse de la stratégie peut se heurter à des difficultés de mise en œuvre en raison de lacunes dans la coordination, le renforcement des capacités et le financement. Des ressources limitées pourraient nuire à sa réussite.	Procéder à des évaluations régulières des progrès dans le cadre des réunions du Comité de gestion des programmes, qui permettront de suivre la mise en œuvre, d'éliminer les blocages et d'effectuer les ajustements nécessaires. Une mobilisation proactive de ressources et des stratégies de financement diversifiées seront mises en œuvre pour combler les déficits de financement potentiels. Tirer des enseignements des études récentes telles que le rapport de la Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques (IPBES 2024, etc.) pour réduire les risques et exploiter les importantes retombées positives que les approches intégrées sont réputées apporter.
Il y a un risque potentiel d'atteinte à la réputation si la stratégie venait à être taxée d'écoblanchiment en raison d'une mise en œuvre inadéquate.	Renforcer la transparence et l'obligation de rendre compte en intégrant des systèmes efficaces de suivi, de notification et de vérification, conformes aux normes internationales, pour suivre les progrès et mettre en évidence des résultats tangibles.
Les financements limités du secteur privé pour les pratiques d'adaptation, qu'il considère comme présentant de faibles rendements, des coûts de transaction élevés et des incertitudes liées aux politiques, pourraient entraver les flux d'investissement.	Tirer parti des instruments de financement mixte pour réduire les risques des investissements du secteur privé et promouvoir des solutions d'adaptation évolutives et rentables pour les petits producteurs.
Un large éventail d'options d'adaptation augmente le risque de mauvaise adaptation, ce qui entraîne des risques d'atteinte à la réputation et de responsabilité pour le FIDA.	Les Procédures d'évaluation sociale, environnementale et climatique du FIDA, renforcées en 2021 pour réduire les risques, protègent les projets d'une mauvaise adaptation. L'approche modulaire permet d'adapter les stratégies définies au niveau des COSOP en fonction des contextes et des capacités des pays, et écarte les activités trop ambitieuses ou inappropriées.

Évaluation des approches intégrées par rapport aux approches indépendantes en matière de résilience climatique, d'appauvrissement de la biodiversité et de dégradation de l'environnement

A. Contexte

1. Le manque de résilience climatique, la dégradation de l'environnement et l'appauvrissement de la biodiversité sont des crises interconnectées qui constituent des menaces importantes pour les moyens d'existence ruraux et les ressources naturelles sur lesquelles ceux-ci reposent. Obtenir des résultats équilibrés et équitables dans ces domaines représente un défi complexe²². Un traitement de front de ces questions nécessite des capacités techniques importantes et une vision à long terme, tandis qu'un traitement séparé peut déboucher sur des conséquences imprévues et défavorables dans d'autres domaines. Il faut donc considérer ces arbitrages lors de la définition d'un modèle opérationnel d'impact en matière de développement.

B. Efficacité de l'impact

2. Ces menaces pour les systèmes agricoles sont interconnectées et nécessitent d'adopter une approche intégrée de la durabilité. Les activités d'atténuation des émissions de carbone peuvent produire des résultats ciblés, mais l'absence de prise en compte des questions relatives à l'environnement et à la biodiversité peut être dommageable. La monoculture et la conversion de terres pour la production d'énergies renouvelables favorisent le stockage de carbone et les flux financiers issus des crédits d'émission de carbone, et accroissent la résilience économique, mais peuvent dégrader les sols et porter atteinte à la biodiversité.
3. Le rapport de l'évaluation thématique de la Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques (IPBES) portant sur les liens entre la biodiversité, l'eau, l'alimentation et la santé souligne les liens entre la résilience climatique, la perte de biodiversité et la dégradation de l'environnement, et fait valoir qu'une approche intégrée de ces questions génère des retombées positives sur les plans social, économique et écologique²³. Il recense plus de 150 études de cas qui montrent que les approches intégrées peuvent apporter des avantages pour la biodiversité, les sols, l'eau, la santé et la production agricole. Au Sénégal, par exemple, la lutte contre la pollution de l'eau et les espèces envahissantes a entraîné une réduction de 32% des schistosomiasés chez les enfants ainsi qu'une amélioration de l'accès à l'eau douce, et a généré de nouveaux flux de revenus pour les communautés locales. En traitant ces questions simultanément, on renforce l'efficacité des activités, en tirant parti des synergies, en évitant des arbitrages imprévus et en favorisant la résilience climatique dans les écosystèmes et les communautés. Les retombées positives sont notamment les suivantes:
 - a) **Des services écosystémiques améliorés.** Une approche intégrée préserve et restaure les écosystèmes, et assure la fourniture ininterrompue de services essentiels (eau propre, sols fertiles, pollinisation, etc.). La protection des zones qui présentent une grande biodiversité, par exemple, permet en outre de stocker du carbone pour enrichir les sols et de stabiliser la production locale, et accroît ainsi la productivité durable et la sécurité alimentaire.
 - b) **Accroissement de la résilience climatique.** Les stratégies intégrées renforcent la résilience des écosystèmes et des communautés face aux

²² IPBES et Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat. 2021. [Co-Sponsored Workshop on Biodiversity and Climate Change](#).

²³ IPBES. 2024. [Thematic Assessment Report on the Interlinkages among Biodiversity, Water, Food and Health](#).

phénomènes météorologiques extrêmes. Les écosystèmes biodiversifiés, tels que les mangroves et les forêts, sont des protections naturelles contre les phénomènes météorologiques extrêmes, et réduisent les vulnérabilités des populations humaines.

- c) **Efficiencia económica y reducción de costos.** Traiter les problèmes liés à la résilience climatique, à la biodiversité et à l'environnement au moyen d'une stratégie unifiée permet de réduire les coûts en optimisant l'utilisation des ressources et en harmonisant les objectifs. Les systèmes agroforestiers, par exemple, ont des retombées positives (hausse du rendement des cultures, accroissement de la biodiversité et stockage de carbone pour l'accès aux marchés du carbone) qui augmentent le rendement des investissements par rapport à des activités cloisonnées.
 - d) **Appui aux moyens d'existence et sécurité alimentaire.** Une action simultanée sur ces fronts préserve les ressources naturelles dont les communautés rurales dépendent, et permet ainsi d'appuyer des moyens d'existence durables et d'améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition. Les approches intégrées qui favorisent la gestion durable des terres et les pratiques de conservation autonomisent les petits exploitants agricoles tout en préservant les écosystèmes.
 - e) **Amélioration de la cohérence des politiques et de la gouvernance.** Une approche intégrée harmonise les objectifs des politiques dans les différents secteurs en favorisant la coopération entre les parties prenantes et en réduisant les conflits. Elle permet de concevoir des cadres complets qui s'attaquent aux causes profondes de la dégradation de l'environnement et de l'appauvrissement de la biodiversité tout en atténuant les conséquences préjudiciables des phénomènes météorologiques extrêmes.
4. Les approches cloisonnées, qui ne tiennent pas compte de la manière dont les phénomènes météorologiques extrêmes, l'appauvrissement de la biodiversité et la dégradation de l'environnement s'alimentent et s'aggravent mutuellement, peuvent déboucher sur une sous-estimation des risques cumulatifs en jeu. De récentes recherches menées par le Programme des Nations Unies pour l'environnement montrent que les approches intégrées de préservation de la biodiversité et de stockage de carbone apportent 95% des avantages en matière de biodiversité et près de 80% du stockage de carbone pouvant être obtenus par des investissements séparés²⁴. L'une des principales retombées positives de l'accroissement du carbone du sol et de la conservation de la biodiversité est la réduction de la dégradation des terres. Ces constatations indiquent qu'à la différence des approches indépendantes, les approches intégrées accroissent l'efficacité de l'impact et limitent les répercussions négatives.

C. Durabilité à long terme et rapport coût-efficacité

- 5. Au cours des dix dernières années, les scientifiques se sont accordés à dire qu'il importait de traiter les problèmes complexes au moyen d'approches globales, menées à l'échelle des systèmes²⁵. Les systèmes agricoles sont protéiformes, et exposés à ces menaces qui interagissent sur eux de différentes manières.
- 6. En remédiant à ces menaces individuellement, on peut mettre en place des activités ciblées, d'un bon rapport coût/efficacité, qui permettent de réduire les coûts initiaux et de s'harmoniser avec les politiques sectorielles. Cette approche

²⁴ De Lamo, Xavier, et al. 2020. [Strengthening synergies: How action to achieve post-2020 global biodiversity conservation targets can contribute to mitigating climate change](#).

²⁵ Liu, Jianguo, et al. 2015. Systems integration for global sustainability. [Science](#), vol. 347, n° 6225.

offre des progrès rapides au regard des objectifs définis dans les politiques nationales.

7. Cela étant, ces activités ciblées passent à côté des retombées positives et des synergies qui renforcent la durabilité au niveau des systèmes. Elles peuvent en outre entraîner une fragmentation des activités de développement et multiplier les efforts redondants²⁶. Il en résulte une augmentation des dépenses consacrées au développement et un possible renforcement des divergences dans l'espace politique, qui peuvent freiner l'obtention de changements porteurs de transformations.
8. Les approches intégrées, en revanche, relient les sphères politiques et tirent parti des retombées positives pour maximiser l'impact dans les différents systèmes. La multiplication des retombées positives peut apporter aux systèmes ruraux des avantages sur le plan des coûts et des gains économiques à long terme d'une importance considérable²⁷. Les pratiques agricoles régénératrices, par exemple, ont des retombées positives dans ces domaines, à savoir une diminution des dépenses de développement et une augmentation de la rentabilité de la production au niveau des exploitations. Elles offrent ainsi des perspectives économiques et une durabilité à long terme aux populations rurales. En Afrique, on estime que, d'ici à 2040, les approches régénératrices apporteront une valeur ajoutée brute de 70 milliards d'USD, soit environ un cinquième du produit intérieur brut de l'Afrique subsaharienne, et une augmentation des rendements comprise entre 68% et 300% au niveau des exploitations²⁸.
9. La complexité inhérente à la mise en place d'approches intégrées peut augmenter les coûts initiaux, mais les retombées positives permettent de renforcer les synergies et la collaboration intersectorielle, de réduire la fragmentation et d'ouvrir des possibilités d'innover et de porter l'impact à une plus grande échelle^{29,30}. De ce fait, à long terme, les approches intégrées rationalisent les activités de développement, réduisent les coûts, accroissent la cohérence des politiques et favorisent par leurs retombées positives une durabilité à l'échelle des systèmes.

²⁶ Smith, Risa, et al. 2019. [Ensuring Co-benefits for Biodiversity, Climate Change and Sustainable Development](#).

²⁷ Agliardi, Elettra, Rossella Agliardi et Willem Spanjers. The economic value of biodiversity preservation. [Environmental and Resource Economics](#), vol. 87, p. 1593-1610.

²⁸ Union internationale pour la conservation de la nature (UICN). 2021. [Regenerative Agriculture: An opportunity for businesses and society to restore degraded land in Africa](#).

²⁹ Schmidt-Traub, Guido, et al. 2021. Integrating climate, biodiversity, and sustainable land-use strategies: innovations from China. [National Science Review](#), vol. 8, n° 7.

³⁰ IOE. 2020. [Community-driven development in IFAD-supported projects: Evaluation synthesis](#).

Proposition d'un indicateur d'impact écologique de haut niveau

A. Contexte

1. Conformément au Cadre du FIDA relatif à l'efficacité en matière de développement³¹, le FIDA mène des évaluations de l'impact sur un échantillon représentant au moins 15% des projets du portefeuille au cours de chaque cycle de reconstitution des ressources (période de trois ans). Pour chaque évaluation, les résultats des personnes ayant participé au projet appuyé sont comparés à ceux des personnes n'y ayant pas participé. Les effets globaux sur les revenus, la productivité, l'accès aux marchés, la résilience et la nutrition sont enregistrés pour les projets clôturés, ce qui permet au FIDA d'évaluer les résultats au niveau de l'institution. Durant la Consultation sur la Treizième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA13), il a été demandé au Fonds d'étudier la possibilité d'élaborer un indicateur d'impact écologique de haut niveau.

B. Pertinence

2. Le FIDA œuvre à une transformation rurale durable au moyen de pratiques climato-résilientes et écologiquement viables et d'investissements axés sur l'utilisation durable et la conservation de la biodiversité. Un indicateur d'impact écologique contribuera à l'amélioration des stratégies et des investissements du Fonds en permettant à celui-ci:
 - a) de suivre les changements et de constituer une base d'éléments factuels sur l'impact de ses activités sur les conditions écologiques au fil du temps;
 - b) de mettre en avant son engagement en faveur de la durabilité en fournissant des éléments factuels transparents et mesurables sur son impact écologique, ce qui renforcera sa crédibilité auprès de ses partenaires;
 - c) d'étayer la conception et l'exécution de projets d'investissement visant à améliorer les conditions écologiques, lesquelles sont essentielles pour les moyens d'existence et la résilience des populations rurales;
 - d) d'aider les pays à s'harmoniser sur les cadres mondiaux, comme les objectifs de développement durable, en mesurant les contributions aux cibles relatives à l'environnement et à la biodiversité;
 - e) de déterminer les pratiques efficaces et les recommandations d'amélioration pour affiner en continu ses approches et favoriser des innovations transposables à plus grande échelle.

C. Méthode

3. L'indicateur d'impact écologique sera élaboré au cours de FIDA13 conformément:
 - a) à l'approche commune des banques multilatérales de développement pour la mesure des résultats en matière de résilience³²;
 - b) au rapport du Groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition sur les 13 principes de l'agroécologie³³;

³¹ FIDA. 2016. [Cadre du FIDA relatif à l'efficacité en matière de développement](#).

³² Banque mondiale. 2024. [Common Approach To Measuring Climate Results](#).

³³ Groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition. 2019. [Approches agroécologiques et autres approches novatrices pour une agriculture et des systèmes alimentaires durables propres à améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition](#).

- c) au supplément de la Société financière internationale (SFI) sur les éléments de mesure des financements en faveur de la biodiversité aux fins de l'établissement de rapports d'impact³⁴;
 - d) au cadre de suivi du Cadre mondial de la biodiversité, qui mesure les progrès au regard des 4 objectifs et des 23 cibles du Cadre mondial de la biodiversité pour l'après-2020³⁵.
4. L'indicateur sera expérimenté sur une seule dimension écologique, la santé des sols³⁶, pour mettre en place une approche pratique ciblée durant la phase initiale. Le critère de la santé des sols a été sélectionné en raison de son importance essentielle pour la productivité agricole, la biodiversité et la résilience des écosystèmes. L'indicateur sera élaboré à partir d'une collecte et d'une analyse systématiques de données, au moyen d'enquêtes, de technologies de télédétection, de données nationales et de questionnaires structurés, en tenant compte des contraintes de coût et de temps. Des technologies telles que le GPS renforceront la télédétection et l'analyse des images satellite.
5. Les grands principes à observer pour l'élaboration de l'indicateur d'impact écologique sont les suivants:
- a) utiliser les données disponibles au niveau des exploitations, des ménages, des écosystèmes et des paysages, idéalement en les harmonisant avec les indicateurs de base du FIDA;
 - b) intégrer la collecte des données dans les évaluations de l'impact existantes par souci de simplicité et de faisabilité;
 - c) concevoir l'indicateur en veillant au rapport coût/efficacité et à l'efficience;
 - d) concevoir l'indicateur de manière à le rendre comparable entre les zones géographiques et les écosystèmes;
 - e) veiller à ce que l'indicateur tienne compte des activités des projets du FIDA;
 - f) concevoir un indicateur suffisamment simple, qui puisse être compris et interprété par les parties prenantes;
 - g) assurer la cohérence avec des normes mondiales telles que les objectifs de développement durable et les objectifs en matière de biodiversité.

D. Approche et calendrier

6. L'indicateur d'impact écologique sera élaboré au cours de FIDA13. Il sera expérimenté dans certaines évaluations de l'impact durant FIDA13 (entre 2025 et 2027). Durant la phase d'essai, plusieurs avant-projets de l'indicateur seront élaborés par un groupe de base d'experts du FIDA dirigé par le Bureau de l'efficacité du développement, et seront examinés par un groupe élargi composé de membres du personnel du Fonds et, le cas échéant, d'experts externes. Le plus prometteur des indicateurs sera ensuite expérimenté dans un petit nombre de projets spécifiques du FIDA, puis amélioré en fonction des résultats de l'essai.
7. La disponibilité de données sera assurée dès le départ pour étayer une approche pratique et d'un bon rapport coût/efficacité. Le FIDA fera appel à la télédétection, à des enquêtes ciblées et à des questionnaires à l'intention des ménages, et s'attachera à élaborer un indicateur évolutif pertinent pour le Fonds et pour d'autres institutions financières internationales.

³⁴ SFI. 2024. [Biodiversity Finance Metrics for Impact Reporting](#).

³⁵ Convention sur la diversité biologique. 2023. [Monitoring Framework for the Kunming-Montreal Global Biodiversity Framework](#).

³⁶ Choix indicatif qui fera l'objet d'une analyse et de débats techniques supplémentaires, conformément aux bonnes pratiques.

8. L'indicateur sera ensuite achevé, fera l'objet d'une évaluation systématique ainsi que d'une communication d'informations à partir des évaluations de l'impact de FIDA14 (2028, en vue de l'établissement de rapports en 2030). Les ressources nécessaires pour la collecte et la communication de données figureront dans la proposition.

Pertinence pour les activités du FIDA de la résilience face aux changements climatiques, à la dégradation de l'environnement et à l'appauvrissement de la biodiversité

1. Le FIDA renforce la résilience des communautés rurales (son groupe cible) menacées par les phénomènes météorologiques, la dégradation de l'environnement et l'appauvrissement de la biodiversité en traitant ces thématiques simultanément. Le tableau ci-après montre la pertinence de ces défis pour le domaine et secteur cible du FIDA.

Défis/menaces	Pertinence et incidence sur le développement rural et le secteur de la petite agriculture
Phénomènes météorologiques Les systèmes agricoles sont fortement dépendants du climat. Les conditions météorologiques présentent une variabilité de plus en plus marquée à l'échelle mondiale, qui décale les saisons de végétation et accroît l'incidence des inondations et des épisodes de sécheresse agricole.	Les personnes et les communautés vivant dans les zones rurales du Sud global sont exposées à des catastrophes liées aux conditions météorologiques, mais reçoivent un soutien limité³⁷. Leurs moyens d'existence reposent largement sur des secteurs qui dépendent des conditions météorologiques, tels que l'agriculture et l'extraction de ressources naturelles de plus en plus dégradées. Du fait de leur niveau de vie peu élevé et de leur faible capacité d'adaptation, ces populations sont peu susceptibles de s'adapter aux défis³⁸, notamment si les dispositions institutionnelles en place ne leur apportent pas un soutien suffisant³⁹. Ces zones présentent souvent des niveaux importants de fragilité, d'instabilité socioéconomique et de troubles politiques⁴⁰. Épuisement des moyens d'existence ruraux. Les phénomènes météorologiques extrêmes (sécheresses, inondations) perturbent la production, et entraînent des pénuries alimentaires et une instabilité des prix qui ont une incidence directe sur les moyens d'existence et les économies en milieu rural. Instabilité des ménages. Les chocs liés au climat, à la situation économique ou aux marchés entraînent une hausse des coûts au niveau des exploitations qui aggrave la pauvreté et réduit les revenus nets. Les réserves financières constituées par les ménages pour faire face en cas de besoin (aux fluctuations des marchés, par exemple) s'en trouvent diminuées. Les ménages sont ainsi moins susceptibles d'absorber les effets des chocs économiques ou physiques. Déplacement de populations rurales. Migration forcée des agriculteurs vers les villes du fait de la dégradation des terres liée aux conditions météorologiques⁴¹. Pressions macroéconomiques. La variabilité des conditions météorologiques est une source majeure d'inflation. Les prix alimentaires ont augmenté de 0,5 à 1,2 point de pourcentage à l'échelle mondiale en 2022⁴² du fait des perturbations de la production liées aux sécheresses et aux inondations. Malgré des variations

³⁷ Nguyen, Trung Thanh, *et al.* 2023. Security risks from climate change and environmental degradation: implications for sustainable land use transformation in the Global South. *Current Opinion in Environmental Sustainability*, vol. 63.

³⁸ Ibid.

³⁹ Nguyen, Thanh-Tung, *et al.* 2022. Shocks, agricultural productivity, and natural resource extraction in rural Southeast Asia. *World Development*, vol. 159.

⁴⁰ Voir la note 31.

⁴¹ Hermans, Kathleen et Robert McLeman. 2021. Climate change, drought, land degradation and migration: exploring the linkages. *Current Opinion in Environmental Sustainability*, vol. 50, p. 236-244.

⁴² Kotz, Maximilian, *et al.* 2024. Global warming and heat extremes to enhance inflationary pressures. *Communications Earth and Environment*, vol. 5, n° 1.

	régionales importantes, les projections indiquent que cette menace physique pourrait réduire le rendement des cultures de 25% d'ici à la fin du siècle⁴³. D'ici à 2035 (dans juste dix ans), elle pourrait contribuer à une augmentation de 50% des prix des denrées alimentaires, toutes catégories confondues.⁴⁴. Dans des régions telles que l'Afrique subsaharienne, où la nourriture représente jusqu'à 40% des dépenses des ménages, ces flambées des prix pourraient avoir des conséquences disproportionnées sur les ménages les plus pauvres⁴⁵. Les phénomènes météorologiques pèsent aussi sur les finances publiques, les dommages qu'ils entraînent creusant la dette de certains pays vulnérables d'un montant pouvant aller jusqu'à 10% du produit intérieur brut⁴⁶. Parallèlement, les déplacements (plus de 20 millions de réfugiés chaque année) accroissent la pression sur les infrastructures urbaines et les services sociaux, et déstabilisent encore un peu plus les économies⁴⁷.
Dégradation de l'environnement Plus d'un quart de la superficie terrestre non recouverte de glace est déjà notablement dégradé; au moins 1,3 milliard de personnes, principalement dans le Sud global, en subissent les conséquences⁴⁸. À l'échelle mondiale, on constate que les ressources naturelles (terres, forêts et eaux) sont de plus en plus dégradées ou épuisées⁴⁹.	Perte de terres productives subie par les petits producteurs. L'érosion des sols, la déforestation et la désertification réduisent la productivité des terres et augmentent la vulnérabilité face à la variabilité du climat⁵⁰. Diminution des rendements. La réduction de l'accès à des terres fertiles limite la production agricole et les moyens d'existence. Épuisement des ressources naturelles. La surexploitation des ressources naturelles nuit à la durabilité à long terme du fait de la réduction des ressources disponibles, qui remet en question les méthodes et pratiques actuelles. Cette situation accroît la pression sur les économies rurales, limite leur compétitivité et freine la croissance économique dans les régions qui dépendent de l'agriculture. Hausse des coûts de production. Les petits exploitants agricoles peuvent être amenés à investir davantage dans les intrants (engrais, eau) du fait de la dégradation des ressources, ce qui réduit les marges bénéficiaires. Incidences sanitaires. L'exposition à une eau et un air pollués peut nuire à la santé des communautés rurales.
Perte de biodiversité On assiste à une crise de la biodiversité, largement liée à l'agriculture – les taux d'extinction d'espèces sont plus élevés qu'au cours des 10 derniers millions d'années – et 86% des espèces à risque sont menacées⁵¹. Par ailleurs, 33% des sols sont fortement dégradés; d'ici à 2050, cette proportion pourrait passer à 90% si la déforestation et les cultures intensives ne sont pas contrôlées⁵².	Diminution des rendements. La diminution de la pollinisation, la baisse de la fertilité des sols et la multiplication des invasions de ravageurs réduisent la productivité de l'agriculture. Cette baisse de la productivité peut avoir une incidence préjudiciable sur les revenus au niveau des exploitations et sur les moyens d'existence, et menacer la sécurité alimentaire. Gestion des ressources naturelles. Les écosystèmes biodiversifiés étayent les communautés rurales en régulant l'agriculture et les sources d'eau. La disparition de pollinisateurs, d'organismes du sol et de moyens de lutte

⁴³ Liu, Jianguo, *et al.* 2015. Systems integration for global sustainability. *Science*, vol. 347, n° 6225.

⁴⁴ Smith, Risa, *et al.* 2019. [Ensuring Co-benefits for Biodiversity, Climate Change and Sustainable Development](#).

⁴⁵ Indice FAO des prix des produits alimentaires, octobre 2024.

⁴⁶ Maldonado, Franco et Kevin P. Gallagher. 2022. [Climate Change and IMF Debt Sustainability Analysis](#).

⁴⁷ Forum économique mondial 2019. [The cost of the climate crisis? 20 million homeless every year](#).

⁴⁸ Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat. 2019. [Changement climatique et terres émergées: Rapport spécial du GIEC sur le changement climatique, la désertification, la dégradation des sols, la gestion durable des terres, la sécurité alimentaire et les flux de gaz à effet de serre dans les écosystèmes terrestres](#).

⁴⁹ Feng, Yu, *et al.* 2022. Doubling of annual forest carbon loss over the tropics during the early twenty-first century. *Nature Sustainability*, vol. 5, p. 444-451.

⁵⁰ Hermans, Kathleen et Robert McLeman. 2021. Climate change, drought, land degradation and migration: exploring the linkages. *Current Opinion in Environmental Sustainability*, vol. 50, p. 236-244.

⁵¹ Programme des Nations Unies pour l'environnement. 2021. [Our global food system is the primary driver of biodiversity loss](#).

⁵² FAO et Groupe technique intergouvernemental sur les sols. 2015. [Status of the World's Soil Resources \(SWSR\) – Main Report](#).

	naturels contre les ravageurs nuit à la productivité et à la sécurité de l'approvisionnement en eau. Vulnérabilité économique liée à l'appauvrissement de la biodiversité. Le déclin des services écosystémiques peut entraîner une augmentation des coûts des intrants et une diminution des rendements, menacer les revenus agricoles, et déboucher sur une hausse des prix des produits alimentaires et mettre en danger les économies rurales dépendant de la biodiversité. Savoirs autochtones et traditionnels. Ces savoirs sont vitaux pour mettre au point des solutions climatiques efficaces et peu onéreuses. Leur érosion réduit les possibilités de procurer des moyens d'existence. Détérioration de la nutrition. Réduction de la diversité alimentaire liée à la perte de produits précieux issus de l'agriculture locale ou de la faune et de la flore sauvages.
--	--

Plan d'action pour 2025-2027

<i>Domaine d'action</i>	<i>Activités et produits principaux</i>	<i>Calendrier (2025-2027)</i>
Directives	Élaborer des directives pour intégrer la résilience climatique, la gestion de l'environnement, et l'utilisation durable et la conservation de la biodiversité dans le cycle des projets	Quatrième trimestre 2025
Renforcement des capacités en matière de financement de l'adaptation	Phase 1: avant-projet de programme de renforcement des capacités axé sur l'analyse économique du financement de l'adaptation	Deuxième trimestre 2025
	Phase 2: élaboration d'un guide pratique/d'une boîte à outils sur les dossiers de décision aux fins du financement et de l'intégration de l'adaptation	Troisième trimestre 2025
	Phase 3: fourniture de modules de formation aux directeurs de pays, équipes de conception des projets et spécialistes techniques	Premier trimestre 2026 – premier trimestre 2027
Élaboration d'un indicateur d'impact écologique	Concevoir et expérimenter un indicateur agroécologique de haut niveau (axé sur la santé des sols), conforme aux cadres mondiaux (Cadre mondial de la biodiversité, objectifs de développement durable, etc.)	Avant-projet: troisième trimestre 2025 Phase pilote: 2026-2027 Achèvement pour FIDA14: quatrième trimestre 2027
Élaboration de directives opérationnelles sur les contributions additionnelles pour le climat	Élaborer et présenter sous leur forme définitive les directives de déploiement des contributions additionnelles pour le climat dans le cadre de FIDA13	Deuxième trimestre 2025
Appui à la conception des projets	Continuer à apporter un appui technique à la demande aux équipes de conception des projets pour l'ajout d'approches intégrées (résilience climatique, biodiversité, gestion des risques climatiques) dans la conception des projets	En cours (2025-2027)
Suivi du financement de l'action climatique et communication de données	Continuer à appuyer le calcul des contributions au financement de l'action climatique, et suivre et communiquer les progrès au regard des engagements pris au titre de FIDA13 (objectif de financement de l'action climatique de 45%)	En cours (2025-2027)